

[Page de garde]

HEC MONTRÉAL

La modernisation située : une proposition enracinée de développement

par

Saoud Maherzi

Sébastien Arcand

HEC Montréal

Directeur/Directrice de recherche

**Sciences de la gestion
(Spécialisation Management)**

*Mémoire présenté en vue de l'obtention
du grade de maîtrise ès sciences en gestion
(M. Sc.)*

Décembre 2020
© Saoud Maherzi, 2020

Résumé

Ce travail porte sur le dépassement des théories traditionnelles du développement pour tracer les pourtours d'un nouveau système d'analyse de la modernisation et de la notion de progrès qui l'accompagne. Ma critique se concentre sur le néo-institutionnalisme d'Acemoglu et Robinson qui représente, bien qu'en la renouvelant, la doxa développementaliste. Je propose un nouveau système de développement que j'ai nommé la *modernisation située*. Tout en acceptant l'importance des institutions pour la modernisation, je réfute l'universalisme occidentaliste d'Acemoglu et Robinson qui signifie que seul le triptyque composé de la démocratie libérale, du libre marché et de l'État de droit à l'européenne est en mesure d'apporter la modernisation aux différentes zones du globe. Plutôt, je propose, en m'appuyant sur le modèle chinois, que la première condition d'une modernisation durable est l'enracinement des institutions dans un temps long historique, culturel et organisationnel.

Mots clés : modernisation située, développement, Chine, Acemoglu et Robinson, occidentalisation, critique, culture, civilisation

Table des matières

Résumé	- 2 -
Liste des tableaux et des figures	- 5 -
Liste des abréviations	- 7 -
Remerciements	- 8 -
I. Introduction	- 9 -
II. Acemoglu et Robinson : une théorie institutionnelle du développement économique	- 16 -
A. Une théorie institutionnelle du développement	- 16 -
B. Institutions inclusives et institutions extractives	- 17 -
C. Les dynamiques institutionnelles	- 21 -
D. Des hypothèses qui ne fonctionnent pas.	- 26 -
1. L'hypothèse de l'ignorance	- 27 -
2. L'hypothèse géographique	- 28 -
3. L'hypothèse culturelle	- 29 -
4. Un modèle universaliste.....	- 31 -
E. Bilan de la théorie d'Acemoglu et Robinson	- 32 -
1. De l'occidentalisation et de la diversité culturelle	- 32 -
2. De la nécessité des institutions	- 34 -
III. Introduction à la modernisation située	- 36 -
A. La théorie de la modernisation et sa critique	- 39 -
1. La théorie de la modernisation	- 39 -
2. La critique de la modernisation	- 43 -
B. Fondements de la modernisation située	- 49 -
1. Développement et sous-développement	- 49 -
2. La Souveraineté, critère fondamentale du développement	- 51 -
3. Le Soi, but idéal et spécifique du développement	- 52 -
4. Définition, composantes et fonctionnement de la modernisation située.....	- 54 -
IV. La Chine : illustration de la modernisation située	- 57 -
A. Courte histoire de la RPC en 4 étapes (Carré, 2012; Cookson, 2019; Roux et Xiao-Planes, 2018; Wikipedia, 2020)	- 58 -
B. Étape 1 - 1912-1949 : « Le peuple chinois doit se lever » (Mao)	- 60 -
C. Étape 2 : 1949 – 1976 : « Il n'y a pas de routes droites dans le monde » (Mao)	- 61 -
D. Étape 3 : 1978 – 2001 : « Peu importe que le chat soit noir ou blanc [...] » (Deng Xiaoping)	- 63 -
1. La grande réforme économique	- 64 -
2. La consolidation politique de la RPC	- 67 -

E.	Étape 4 : 2002 à aujourd’hui : « Le monde a besoin de la Chine » (Xi)	- 73 -
F.	Le dynamisme confucéen, esprit du développement est-asiatique ?.....	- 77 -
V.	<i>Discussion autour de la modernisation située.....</i>	- 79 -
A.	Précisions sur la modernisation située	- 80 -
1.	Configurations institutionnelles de la modernisation située.....	- 80 -
2.	Le rôle des civilisations dans la modernisation située.....	- 82 -
3.	Modèle économique de la modernisation située.....	- 84 -
4.	Finalité sociale de la modernisation située	- 85 -
B.	Le progrès humain redéfini.....	- 87 -
VI.	<i>Conclusion.....</i>	- 88 -
VII.	<i>Bibliographie.....</i>	- 93 -

Liste des tableaux et des figures

- 1) Figure 1 – Modernisation située
- 2) Figure 2 – Dialectique située
- 3) Figure 3 – Organisation du pouvoir chinoise; reprise d’Er-Rafia *et al.* (2015)
- 4) Tableau 1 – Résumé de la modernisation chinoise
- 5) Figure 4 – Précisions sur les configurations institutionnelles de la modernisation située

Liste des abréviations

- RPC : République populaire de Chine
- PCC : Parti communiste chinois
- Système RDA : Système autoritaire régionalement décentralisé
- ZES : Zones économiques spéciales
- IDE : Investissements directs à l'étranger
- SRM : Système de responsabilité des ménages
- ONG : Organisation non gouvernementale

Remerciements

Le mythe du *self-made man* ne s'applique en aucune façon à ma vie. Volontiers, j'en partage les accomplissements avec les êtres chers qui m'accompagnent et me supportent, dans tous les sens du terme. Ce travail ne fait pas exception. Puisqu'il constitue la culmination de mon cursus scolaire, il appartient à de nombreuses personnes pour lesquelles je ressens une estime et une reconnaissance sans bornes.

À ma famille. Vous m'avez donné plus que je ne pourrai jamais rendre. J'espère vous rendre fiers. Merci pour tout.

À Taïeb Hafsi et Hassan Taghvaï. Votre sagesse et votre soutien depuis mon arrivée à HEC Montréal est une bénédiction que je chérirai longtemps encore.

À Sébastien Arcand, sans qui la modernisation située serait restée située dans ma tête sans en sortir. Merci pour ta supervision investie, ta patience et ton ouverture à mes idées.

Aux professeurs que j'ai rencontrés, pour leur érudition, leur écoute et les réflexions qu'ils m'ont inspiré.

À l'Amour, enfin, qui dans cette année folle s'est mêlée à mes études pour le meilleur et pour le pire.

I. Introduction

Dans l'histoire récente, disons depuis le 16^{ème} siècle, la civilisation occidentale de racine européenne a connu d'importantes expansions technologiques qui l'ont amenée à dominer les autres civilisations dans les domaines scientifique, politique, militaire, économique et, dans un certain degré, culturel (Braudel, 2013; Huntington, 2007; Kissinger, 2016). Jusqu'à la seconde moitié du XX^{ème} siècle, cette situation s'est traduite par des entreprises d'exploitation directe. Les expéditions des conquistadors, l'esclavage, la colonisation, les guerres de l'opium et le démantèlement des empires étrangers ont favorisé l'expansion de l'Occident. Il va de soi qu'à l'intérieur de la civilisation occidentale, les conflits hégémoniques ont été des plus ravageurs, opposant d'abord les pays européens, puis consacrant, à la suite des deux guerres mondiales du 20^{ème} siècle, les États-Unis comme « État phare » (Huntington, 2007). À partir de 1945, l'exploitation directe a progressivement pris fin avec le changement de leadership survenu à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui a affaibli les anciens empires et permis la décolonisation en Afrique et en Asie. À sa place s'est érigé un système international dédié à la gestion des relations politiques et économiques entre États et au soutien des économies démunies issues de la décolonisation (Truman, 1950). C'est à partir de cette nouvelle donne que s'est érigé le concept moderne de développement et d'aide aux pays sous-développés.

Au départ scindé en deux camps, prosoviétique et pro-occidental, le système a paru se simplifier avec le déclin de l'URSS. Le modèle libéral a défait son opposant marxiste-léniniste et l'hyperpuissance américaine, soutenue par le reste de l'Occident, a accédé à un pouvoir unilatéral. Certains penseurs ont même avancé que cette situation consacrait la fin de l'Histoire et l'avènement du dernier Homme (F. Fukuyama, 1992), libéral et démocratique. La question du développement est devenue primordiale. Il s'agit, officiellement, de hisser le reste de l'Humanité au niveau des pays développés en lui inoculant les valeurs et les fonctionnements du libéralisme, de la démocratie et de l'État de droit pour qu'il s'enrichisse et prospère. C'est la théorie de la modernisation (Gilman, 2018). Des organisations internationales (l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale parmi

d'autres) et des agences de développement d'États occidentaux (USAID, AFD, etc.) travaillent à implanter les mesures de libre-échange, de privatisation et d'ouverture des marchés. Les fonds octroyés aux pays sont conditionnés par les garanties d'implantation de mesures libérales (Stiglitz, 2002). L'un des corpus célèbres, pensé pendant les années Reagan aux États-Unis, est le consensus de Washington. Ce dernier préconisait notamment la déréglementation, la privatisation, l'élimination des barrières à l'investissement et la libéralisation du commerce extérieur. En un mot, il s'agit pour les pays en voie de développement de s'intégrer toujours plus au libéralisme. Cette évolution séculaire débouche ainsi sur une cartographie du monde dans laquelle des nations développées regroupées autour d'un bloc civilisationnel occidental au contrôle de la mondialisation soutiennent, guident, conseillent, orientent, fustigent ou sanctionnent les autres pays les moins avancés ou en voie de développement.

Dans le domaine académique, de nombreuses théories ont pensé le développement à la suite, voire en complément, du travail des institutions libérales sur le terrain. Parmi celles-ci, les théories néo-institutionnelles sont représentatives de la tendance dominante. Au sein de ce corpus, l'œuvre d'Acemoglu et Robinson, culminant avec leur ouvrage de 2012 *Why Nations Fail (2012)*, a mobilisé les lecteurs académiques et de l'opinion publique. À la suite des précurseurs comme Douglass North, les auteurs s'attachent à démontrer que le développement des nations dépend de la nature de leurs institutions économiques et politiques. Si ces dernières sont « inclusives », le développement peut s'installer durablement. Si elles sont « extractives », le pays échoue à prendre le chemin de la croissance et de la prospérité durables, acculé notamment par la corruption et les économies de rente. Dans notre analyse, nous n'opposerons pas a priori d'objection à la proposition des auteurs quant à l'importance fondamentale des institutions dans la prospérité des sociétés. Sans cadre de références et d'arbitrage, sans « règles du jeu » stables, une société peut éprouver de la difficulté à se développer sur le long terme. La problématique, néanmoins, se trouve dans les éléments qui constituent l'inclusivité ou l'extractivité des institutions, c'est-à-dire, selon les auteurs, dans les conditions qui

déterminent la réussite ou l'échec du développement des nations. Acemoglu et Robinson proposent un cadre universel de croissance durable. Pour eux, seuls la démocratie et le libre marché, arbitrés par un État central, peuvent constituer la base d'un développement solide et durable. En somme, la modernisation des sociétés doit être synonyme d'occidentalisation.

La thèse de fin de l'Histoire de Fukuyama atteste de la logique de l'occidentalisation comme chemin universel, inévitable, vers le développement. Dans l'article du *National Interest* introduisant sa théorie au monde, Francis Fukuyama (1989) annonce la « victoire sans conteste du libéralisme économique et politique ». L'Occident libéral a triomphé suite à la faillite des alternatives fasciste et communiste. À l'époque, le mur de Berlin venait de tomber, les idées de pluralisme et de consumérisme assiégeaient l'Europe de l'Est, Gorbatchev annonçait des ouvertures politiques qui s'avérèrent des brèches dans le système soviétique, le leader suprême chinois Deng Xiaoping guidait la plus grande nation d'extrême orient vers le marché mondial. Une telle image explique le triomphalisme de Fukuyama et, à sa suite, l'universalisme des théoriciens du développement qui voient la clé du succès dans la reproduction universelle du modèle libéral occidental. Tant qu'aucune alternative ne réussit à s'affirmer, l'idée persiste. Il faut dire aussi que la domination occidentale, durant les derniers siècles, a contribué quasiment sans partage au patrimoine mondial. Dès lors, l'évolution des sociétés semble déterminée, comme par nature, à poursuivre un idéal situé des deux côtés de l'Atlantique Nord.

Toutefois, deux éléments rappellent le caractère chimérique de cette poursuite.

En premier lieu, des penseurs ont relevé que les États ne sont pas des électrons libres, mais qu'ils sont soumis à une division globale du travail qui surdéterminent leur action nationale par les dynamiques transnationales de l'économie-monde capitaliste. Ce système-monde (Wallerstein, 2011) se divise en trois groupes :

- Le centre est composé de pays dont l'économie est hautement qualifiée, diversifiée et fondée sur des activités à forte valeur ajoutée. Ce sont des nations

puissantes d'où ressort un hégémon (Pays-Bas, Royaume-Uni, États-Unis) et qui ont d'importants moyens de pression sur les autres groupes.

- La périphérie, dont les économies sont les moins industrialisées, peu diversifiées, peu qualifiées. Dirigés par de faibles gouvernements, les États de la périphérie offrent main-d'œuvre bon marché et ressources naturelles aux pays du centre et à leurs multinationales.
- La semi-périphérie se situe entre les deux groupes. Ses économies sont plus prospères que la périphérie, mais ils n'ont pas l'influence du centre.

Dans cette configuration interdépendante, les pays périphériques et semi-périphériques se retrouvent dans une situation « d'échange inégal » dont l'objectif est de « déplacer du capital accumulé des régions politiquement faibles vers les régions politiquement fortes », i.e. vers le centre (Wallerstein, 2017). Par conséquent, le degré de développement au sein du système-monde est borné par les besoins et les intérêts du centre. Sur le plan économique, la plupart des pays où l'on a implémenté le consensus de Washington se sont retrouvés plus mal en point qu'auparavant (Love, 2018). Il en va de même sur le plan politique, où le centre soutient des régimes antidémocratiques, car ils rejoignent ses intérêts. La modernisation sur le modèle occidental intégrée au système-monde se complique alors d'incohérence.

Ensuite, il suffit qu'un modèle différent émerge, se stabilise et monte en puissance pour évincer la dimension inévitable de l'occidentalisation. L'ineffaçable diversité des civilisations reprend alors ses droits sur les hégémonies temporelles. Jusqu'alors, les luttes hégémoniques opposaient entre eux des États occidentaux ou, dans le cas de la Guerre froide, des idées occidentales. Ce que Fukuyama néglige d'ailleurs dans son analyse, c'est que libéralisme, communisme et fascisme sont toutes des idées occidentales. C'est ce qu'avance notamment Samuel Huntington dans sa thèse sur le choc des civilisations (2007). Pour lui, la fin de la guerre froide ne présage pas de la fin de l'Histoire, mais de la résurgence des cultures et donc, de modèles distincts de par le monde. L'Occident verrait ainsi sa domination contestée, réduite progressivement par

des courants civilisationnels revendiquant leur exception au sein d'une zone culturelle ancrée dans le temps long.

Aujourd'hui, il revient à la Chine d'incarner la possibilité d'une alternative. L'empire du Milieu s'est intégré par le bas au marché en devenant la fabrique du monde, puis s'est progressivement élevé au rang de deuxième puissance mondiale en diversifiant, en exportant et innovant dans des secteurs stratégiques tout en protégeant son économie et sa souveraineté. La Chine a réalisé 40 ans de croissance économique ininterrompue sans concession quant à son modèle de gouvernement, la structure de son économie étatiste ou celle de son état de droit. Le parti communiste chinois dirige le pays selon une organisation particulière baignée de confucianisme, de légisme, de mandarinat, de souverainisme. Bien qu'elle ait intégré le système économique mondial, la Chine n'a pas accepté les dogmes et les exigences des organisations internationales telles que le FMI ou la Banque Mondiale. Son ouverture s'est faite progressivement sous la supervision de l'État et selon les besoins spécifiques du pays. Par ailleurs, plutôt qu'une marche vers la démocratie, les institutions chinoises se fondent sur un fonctionnement distinct que le politologue canadien Daniel A. Bell nomme « la méritocratie politique ». Il va de soi que le système chinois est déficient dans des domaines variés, que de nombreux facteurs sont amenés à y accroître la tension. Il reste néanmoins que c'est un modèle de société à part entière, ancrée dans une terre, une culture, un peuple, une histoire. La Chine constitue de ce fait une opposition objective à l'universalisme libéral. Elle a court-circuité le système-monde et les théories du développement qui le supportent sur le plan économique. Exerçant un pouvoir inéluctable sur l'économie mondiale, elle n'appartient plus à la semi-périphérie. Pour autant, elle ne s'affilie pas au centre et revendique sa spécificité. Elle s'exporte par d'autres voies qui la ramènent plus à ses racines – celles notamment des routes de la soie – que dans les bras du libéralisme. Son cheminement, sa construction historique et institutionnelle nous mènent vers une nouvelle compréhension du développement, qui ne sera plus synonyme d'occidentalisation.

Souveraineté, ancrage culturel, encastrement et direction collective sont les fondements de la proposition théorique principale de cette étude sur le développement. Nous l'appelons « modernisation située ». Située, d'abord, car elle émane d'une zone spécifique, culturelle, politique, sociale et économique dont les attributs fondent et dirigent les institutions. Située, ensuite, car la modernisation n'est pas un vent d'ouverture généralisée venant de l'extérieur, mais une initiative interne soumise à un rythme progressif dépendant des besoins et des conditions du pays. Enfin, située dans le temps, car il faut que les conditions objectives et subjectives à ladite modernisation soient réunies. Nous pouvons aussi parler d'une forme d'enracinement. Mais celui-ci n'est pas garant de succès. Au sein d'une nation, plusieurs configurations institutionnelles sont possibles et donnent des résultats différents. Il y a une réussite située comme il y a un échec situé. Et de la même manière qu'une réussite ne légitime pas l'exportation d'un modèle à d'autres zones, l'échec n'est pas un argument à l'importation d'un modèle extérieur. La seule véritable réussite est un travail sur soi fondé sur l'histoire et ce qu'elle a apporté de moyens tangibles et intangibles pour atteindre des institutions situées fonctionnelles.

C'est dans cette optique que nous envisageons ce travail de mémoire. Il répondra à la problématique suivante : La Chine, une modernisation située ? Et se déclinera en quatre parties. Il s'agira en premier lieu d'étudier Acemoglu et Robinson, dont la vision est représentative de la logique théorique dominante sur le développement. Nous analyserons leurs concepts et les différentes dynamiques qu'ils considèrent comme déterminantes dans le développement des nations. Nous relaterons ensuite les critiques de cette analyse. Dans notre deuxième partie, nous présenterons la théorie de la modernisation classique et ses critiques avant d'en tirer notre modèle de modernisation consistant en un dépassement de ces deux écueils. Nous proposerons le concept de modernisation située qui constituera la contribution majeure de notre mémoire. La troisième partie sera dédiée à une illustration par la Chine qui constitue, selon nous, une manifestation contemporaine de modernisation située. Enfin, la quatrième partie de

discussion offrira des précisions sur la modernisation située et définira la notion de progrès humain qui en découle.

Nous vivons une époque de changement. Les évènements s'accélèrent et entraînent avec eux les peuples et leurs institutions. Ce qui semblait inévitable, naturel est aujourd'hui contesté. Les consensus se défont et de nouvelles démarcations se forment. Sur leur chemin, les grandes transformations brisent les évidences et impliquent en conséquence de s'extirper des cadres établis pour repenser la normalité. C'est cela, en partie, que ce travail tente d'accomplir.

II. Acemoglu et Robinson : une théorie institutionnelle du développement économique

Ce premier chapitre sera dédié à l'étude d'Acemoglu et Robinson sur le développement des nations, culminant avec leur ouvrage *Why nations fail* (2012). Bien qu'elle s'en différencie, l'œuvre de ces deux auteurs se fonde sur la théorie institutionnelle du développement (Dzionic-Kozłowska et Matera, 2016) et repose notamment sur la contribution de Douglass C. North (1990) pour définir les institutions. Les concepts d'institutions inclusives et extractives proposés par Acemoglu et Robinson dirigent leur pensée et construisent leur modèle. À partir de ces concepts directeurs, les auteurs s'intéressent aux dynamiques du développement, entre cercles vicieux ou vertueux, et la manière dont des changements institutionnels peuvent s'opérer suite à des « moments critiques ». Pour appuyer leur théorie, Acemoglu et Robinson réfutent diverses hypothèses quant aux causes du développement ou de son échec. La géographie, la culture et l'ignorance sont ainsi rejetées comme facteurs potentiels de développement. En étudiant leur réflexion, nous pouvons conclure qu'Acemoglu et Robinson conservent au centre de leur analyse l'identité entre modernisation et occidentalisation. Dans cette partie, nous présenterons leur théorie dans sa genèse et son déploiement avant de nous intéresser aux critiques qui se sont penchés sur cette œuvre prolifique et de deviser notre propre interaction avec cette œuvre, entre institutionnalisme et critique de l'occidentalisation.

A. Une théorie institutionnelle du développement

Comme précédemment cité, Acemoglu et Robinson ancrent leur thèse dans la théorie institutionnelle du développement. Pour eux, le développement d'un pays dépend de ses institutions et des caractéristiques de ces dernières, selon qu'elles favorisent ou non certaines conditions d'interaction entre les différents acteurs. Ils définissent les institutions (Acemoglu et al., 2005: 388; Acemoglu et Robinson, 2008: 2; Acemoglu, 2009: 119), à la suite de Douglass C. North (1990), comme étant les « règles du jeu d'une société ou, plus formellement, l'ensemble des contraintes humaines qui structurent les

interactions humaines ». Par la même occasion, Acemoglu et Robinson reprennent à leur compte le concept de dépendance de sentier (*path dependence*) qu'ils lient notamment aux différentes expériences coloniales qu'ont connues les peuples dans l'Histoire. La théorie institutionnelle du développement considère que les institutions forment la structure d'incitation dont l'évolution influe sur la croissance, la stagnation ou le déclin d'une économie (Douglass C. North, 1991). De même chez Acemoglu et Robinson, les institutions sont créatrices d'incitations permettant ou obstruant le développement. Toutefois, comme nous le verrons plus tard, Acemoglu et Robinson réfutent certaines idées liées à la théorie institutionnelle et s'éloignent d'aspects fondamentaux de ce cadre académique.

B. Institutions inclusives et institutions extractives

La théorie d'Acemoglu et Robinson repose principalement sur la dualité entre institutions inclusives et institutions extractives. Ces deux types institutionnels s'opposent diamétralement, le premier ouvrant un chemin à la prospérité, le second menant inévitablement à l'échec. De plus, chacun des types se déploie dans les sphères politique et économique, créant ainsi un lien d'engendrement entre institutions politiques et institutions économiques. Pour Acemoglu et Robinson, les institutions politiques déterminent les institutions économiques. Ainsi, le corpus institutionnel d'une nation fonctionne normalement en paire, inclusive ou extractive. Des institutions politiques inclusives créent les conditions pour implanter des institutions économiques également inclusives. Il en va de même pour les institutions extractives.

a) Les institutions économiques

Pour Acemoglu et Robinson, les pays diffèrent dans leur performance économique à cause de leurs différentes institutions qui peuvent être inclusives ou extractives. Les institutions économiques inclusives sont celles qui offrent des opportunités économiques « pas seulement à l'élite, mais à une large portion de la population » (Ibid, p.167). Pour cela, il faut sécuriser la propriété privée, un système juridique impartial et des services publics qui permettent l'implantation de règles du jeu équitables pour tous. Les institutions économiques inclusives « encouragent la participation des masses aux

activités économiques faisant le meilleur usage de leurs talents et compétences » et « permettent l'entrée de nouvelles entreprises et autorisent les gens à choisir leur carrière ». Les auteurs insistent sur l'importance capitale de la sécurisation du droit à la propriété privée, ce dernier créant l'incitation à l'innovation et à l'investissement puisque « seuls ceux qui disposent de ce droit voudront investir et augmenter la productivité » (Ibid, p.166). Ainsi, les institutions économiques inclusives influent également sur deux autres « moteurs de la prospérité » que sont la technologie et l'éducation. Une croissance économique durable permet des développements technologiques menant à de plus grandes productivités. Ces derniers sont accompagnés par un développement des connaissances et des compétences qui leur sont associées afin de les maîtriser. De même, les « règles du jeu équitables » sur lesquelles se fondent les « marchés inclusifs » favorisent l'offre de talents capables d'accomplir des découvertes fondamentales au progrès de la société.

À l'inverse, les sociétés qui ne respectent pas ces conditions payent le prix fort, car leurs institutions empêchent leur croissance économique et n'arrivent pas à mobiliser leurs talents et leur innovation. Ces institutions qui divergent de cette définition inclusive sont dites extractives, car elles sont créées pour « extraire revenus et richesses d'une partie de la population au bénéfice d'une autre ».

La description des institutions économiques inclusives et extractives repose, chez Acemoglu et Robinson, sur la comparaison des deux Corées. Sous l'influence américaine, la Corée du Sud s'est développée et sa population connaît le niveau de vie de pays comme le Portugal ou l'Espagne. Un Sud-Coréen reçoit une « bonne éducation » et peut exceller dans un domaine de son choix et jouir des bénéfices de son effort en achetant « des voitures, des maisons et une assurance santé ». De même, le Sud encourage l'activité économique, on y est libre d'y « ouvrir n'importe quelle entreprise » et de dépenser notre argent selon notre convenance. Le Nord fonctionne à l'inverse du Sud. L'éducation est fondée sur la propagande d'État. On y est dépourvu d'entrepreneuriat et de créativité. On y vit dans la pauvreté et la vie de chaque citoyen est liée à un cheminement uniforme, passant notamment par un service militaire de dix ans. Enfin, la Corée du Sud est une

« économie de marché fondée sur la propriété privée ». Pas la Corée du Nord. Selon Acemoglu et Robinson, ces disparités sont fondées sur la nature des institutions économiques des deux Corées, l'une inclusive et l'autre extractive. Pour résumer cette dichotomie, nous pouvons dire avec les auteurs que les institutions économiques inclusives sont celles qui, à travers les incitations qu'elles créent, « favorisent l'activité économique, la croissance de productivité et la prospérité économique ».

b) Les institutions politiques

Les institutions économiques dépendent des institutions politiques dans la mesure où « c'est le processus politique qui détermine sous quelles institutions économiques vit un peuple, et ce sont les institutions politiques qui déterminent comment fonctionne ce processus » (Ibid). Ces dernières créent les conditions de gouvernement d'une société. Acemoglu et Robinson affirment que les institutions politiques « déterminent qui a le pouvoir dans une société et à quelle fin ce pouvoir peut être utilisé ». Comme les institutions économiques, les institutions politiques doivent être inclusives pour favoriser le développement d'une nation. Pour les auteurs, les institutions politiques inclusives sont celles qui intègrent un « niveau suffisant » de pluralisme et de centralisation. En d'autres mots, il faut que le pouvoir soit distribué largement dans la société afin d'empêcher la mainmise extractive d'un groupe ou une élite; de même, l'État doit exercer assez de contrôle sur le territoire pour assurer la loi et l'ordre nécessaires à l'activité économique et au commerce. Lorsque la centralisation ou le pluralisme fait défaut, les institutions politiques deviennent extractives.

c) Le rôle de l'État

De ce qui précède, nous pouvons remarquer qu'Acemoglu et Robinson incluent l'État dans leur réflexion et lui accordent même un rôle fondamental. De sa centralisation dépend la nature inclusive des institutions politiques. Suivant la définition de Weber, les auteurs voient dans l'État le détenteur du « monopole de la violence légitime ». De même, les caractéristiques principales des institutions économiques inclusives – les droits de propriété, la loi, les services publics et la liberté de contracter et d'échanger – reposent sur la capacité de l'État à les faire respecter en imposant l'ordre, en empêchant le vol et les fraudes et en forçant l'application des contrats entre les différentes parties. Acemoglu

et Robinson sont donc clairs à ce sujet : « Les institutions économiques inclusives ont besoin de l'État ». Toutefois, pour eux, l'État reste un arbitre dont la mission consiste à faire en sorte que toutes les parties respectent les règles du jeu, sans pour autant devenir un acteur à part entière du développement. De même, il est intéressant de noter que les institutions politiques servent aussi à limiter le pouvoir de l'État et à empêcher son intrusion dans la propriété privée et le marché. Ils donnent ainsi l'exemple de la Glorieuse Révolution du 17^{ème} siècle en Angleterre qui a « aidé à sécuriser le droit à la propriété privée contre la prédation de l'État et a permis aux entreprises privées et aux marchés de capitaux de fleurir » (Bardhan, 2016).

Certaines critiques relèvent que la théorie d'Acemoglu et Robinson tend à minimiser le rôle crucial de l'État dans la croissance et l'innovation. Rappelant le travail de Mazzucato (2013), Chernomas et Hudson (2019) notent que « l'État a entrepris les recherches initiales qui ont créé Internet, l'écran tactile, le GPS et les assistants vocaux dont l'apport est vital pour les produits Apple ». Ainsi, de nombreux pays développés, notamment les États-Unis et l'Angleterre, ont compté sur l'entrepreneuriat actif de l'État pour réussir leur modernisation (Chang, 2002; cité dans Chernomas et Hudson, 2019).

d) *Un modèle libéral*

L'importance donnée à la propriété privée, à l'état de droit, à la liberté d'entreprendre, d'échanger et de contracter, à la baisse des barrières économiques – notamment pour les acteurs étrangers – ainsi qu'aux mécanismes politiques pluralistes laisse peu de doute quant à la nature libérale du modèle d'Acemoglu et Robinson. Dzionek-Kozłowska et Matera (2015) considèrent en effet qu'ils font partie des « théoriciens libéraux » qui « ajoutent les libertés politiques et la démocratie » à la liberté économique et l'État de droit comme conditions du développement. Dans des articles subséquents, Acemoglu et Robinson ont d'ailleurs insisté sur la propension des démocraties à produire de la croissance (Acemoglu *et al.*, 2019). De même, comme décrit plus tôt, le rôle d'arbitre qu'ils assignent à l'État est révélateur d'une vision libérale du fonctionnement économique d'une nation. À cela s'ajoute la proximité entre la thèse d'Acemoglu et Robinson et le travail des structures économiques internationales telles que le FMI. Dans *Why nations fail*, les auteurs n'ont pas de critique à apporter aux politiques promues par ces instances

en tant que telles, mais plutôt sur le fait qu'elles n'aient pas été implémentées. Or, comme le rappelle Stiglitz (2012), les ajustements structurels du FMI sont des plans « de privatisation et de libéralisation forcées ». En somme, Acemoglu et Robinson ne contestent pas le bien-fondé des politiques du FMI considérées comme des « améliorations », mais seulement la façon de procéder qui leur semble inefficace, car fondée sur des institutions extractives. Storm (2013) considère ainsi l'œuvre d'Acemoglu et Robinson comme un « réajustement du consensus de Washington », lequel était fondé sur dix commandements de libéralisation économique. Nous reviendrons plus tard sur des critiques supplémentaires du travail des deux auteurs impliquant les instances internationales. Pour l'instant, il nous est simplement donné de retenir la nature libérale des institutions inclusives qu'ils jugent indispensables au développement des nations. Il s'agit finalement pour eux d'instituer le libéralisme.

C. Les dynamiques institutionnelles

Une fois définies les institutions inclusives et extractives, Acemoglu et Robinson se penchent sur le fonctionnement de ces différentes institutions entre elles et aux dynamiques qui les lient dans l'Histoire. Ils s'intéressent aux « synergies » qui existent entre les unes et les autres dont le mouvement est créateur de « cercles vertueux » ou de « cercles vicieux », selon qu'une nation se base sur des institutions inclusives ou extractives. De même, ils tentent d'expliquer les divers mécanismes qui pourraient engendrer un changement institutionnel dans une nation suite à un « moment critique ». Ils mettent une emphase importante sur « le poids de l'Histoire » qui permet de comprendre les différents chemins que prennent les pays, notamment quant à leur héritage colonial. Ils répondent également aux anomalies qui surgissent lorsque l'on se fie à leur analyse. Il existe, en effet, des cas de croissance sous des institutions politiques qu'ils définissent comme extractives.

a) *La dépendance de sentier due à la colonisation*

Comme nous l'avons noté plus tôt, Acemoglu et Robinson rejoignent la théorie néo-institutionnelle dans leur compréhension des dépendances de sentier historiques qui déterminent en partie les chemins que prennent les communautés humaines et les

institutions sous lesquelles elles vivent. Selon eux, les expériences coloniales différentes ont conduit à des résultats institutionnels différents. Dans un article précédant leur ouvrage *Why nations fail*, Acemoglu et Robinson expliquent que les institutions nées de la colonisation européenne persistent jusqu'à ce jour. Là où les Européens ont connu de forts taux de mortalité, ils n'ont pu s'installer et ont été amenés à implanter des institutions extractives (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001). Dans leur ouvrage, les auteurs comparent les colonies espagnoles d'Amérique aux colonies anglaises. Les premières ont installé des institutions – « *encomienda, mita, repartimiento, et trajin* » – destinées à l'exploitation des peuples indigènes à travers l'expropriation des terres, le travail forcé pour des salaires insignifiants, la taxation excessive et d'autres procédés extractifs. Bien qu'elles aient rapporté beaucoup de richesses aux colons, ces institutions ont fait de l'Amérique latine « le continent le plus inégalitaire du monde et ont miné son potentiel économique » (Acemoglu et Robinson, 2012). Arrivée en Amérique du Nord, l'autorité coloniale anglaise s'est rendu compte qu'elle ne pouvait pas reproduire les manœuvres espagnoles pour s'attribuer le territoire. Des institutions furent créées pour inciter les colons à investir et travailler. On leur accorda des terres, une assemblée générale où discuter des affaires publiques de la colonie et des droits plus importants que nulle part ailleurs à l'époque. Les États-Unis et leurs institutions inclusives naquirent de cet agencement institutionnel précoce, tandis que l'Amérique latine fut pourvue d'institutions extractives qui menèrent à l'instabilité politique et aux dictatures. Une autre interprétation consisterait à voir le succès nord-américain comme le résultat du génocide des Premières Nations là où, en Amérique latine, les populations autochtones ont eu la désobligeance de survivre à leurs envahisseurs, menant à des instabilités que seule la table rase menée par les colons anglais pouvait prévenir.

Cela dit, l'étude des origines coloniales porte un intérêt certain dans la mesure où elle tente d'expliquer les différents chemins que prennent les nations en ancrant leurs expériences dans l'Histoire. Toutefois, des critiques ont relevé que l'analyse de dépendance de sentier d'Acemoglu et Robinson omet de mentionner les rapports postcoloniaux entre les nations et entre celles-ci et les organisations internationales. Vries

(2013) note que « les dimensions internationales sont proéminentes dans leur ouvrage lorsqu'il est question des origines coloniales de la pauvreté, mais sérieusement négligées quand il s'agit de développement dans les pays indépendants après la décolonisation ou dans des pays qui, même s'ils ont toujours été formellement indépendants, n'ont jamais accédé à une réelle souveraineté ». Il ajoute que l'existence d'institutions décriées par les auteurs de *Why nations fail* dans ces pays n'est pas un fait exclusivement local, mais bel et bien un problème d'économie politique globale dans lequel « des États aux institutions inclusives ont soutenu des institutions extractives à l'étranger ». Dans la même ligne d'idées, Chernomas et Hudson (2019) rappellent que les économies en voie de développement ont lourdement été influencées par des forces externes puissantes. « Les accords financiers et de commerce international, les gouvernements et les entreprises multinationales des pays riches ont tous fait obstacle aux pays en voie de développement ». Ainsi, à travers différentes démarches, tant économiques, financières que militaires et politiques, l'ingérence des pays développés et dominants a influé sur le cours des nations plus démunies. Dans leur étude, Acemoglu et Robinson rappellent le cas du Congo qui connut un « déclin économique et une montée de la pauvreté ininterrompus durant le règne de Joseph Mobutu ». Or, ils oublient de mentionner que ce dernier est arrivé au pouvoir après l'assassinat sous pression belge et américaine du premier Premier ministre de la République du Congo, le nationaliste Patrice Lumumba (Monaville, 2019). De même, la relation inverse, voyant un lien positif entre la richesse actuelle des nations développées et leurs entreprises coloniales, n'est également pas analysée dans la théorie des institutions inclusives. Ici, les théories de la dépendance ou des systèmes-mondes pensées respectivement par Amin (2001) et Wallerstein (2010) apportent une démonstration convaincante de la division globale du travail et des liens de tutelle qui persistent entre les nations. Dans ce contexte, les omissions d'Acemoglu et Robinson à ce sujet sont révélatrices d'une vision « monocausale » (Storm, 2013; Vries, 2013) du développement qui tout en tenant compte des rapports de pouvoir au sein d'un pays donné ou dans le passé colonial ne les considère pas à l'échelle internationale d'après la colonisation.

b) Les synergies institutionnelles

Acemoglu et Robinson proposent une « relation synergique » entre les institutions politiques et économiques. Les deux formes d'institutions se coordonnent, se renforcent mutuellement et installent de fortes « boucles de rétroaction ». De ce fait, deux synergies peuvent exister : l'une inclusive et l'autre extractive.

En délimitant l'exercice du pouvoir et en le diffusant le plus largement possible, les institutions politiques inclusives installent les fondations des institutions économiques inclusives. Les détenteurs du pouvoir politique ne sont ainsi pas autorisés à mettre en place des institutions économiques extractives à leurs profits. De même, d'importants obstacles accompagnent les institutions inclusives et empêchent les usurpations de pouvoir par un groupe particulier. En retour, les institutions économiques inclusives participent à une distribution équitable des ressources qui permet aux institutions politiques inclusives de perdurer. Acemoglu et Robinson estiment également que les institutions économiques inclusives, par la concurrence de marché, les contraintes contractuelles et de propriété qui les caractérisent tendent à réduire les bénéfices dont pourraient jouir les élites sous des institutions extractives. Cette synergie inclusive crée ce que les auteurs appellent un « cercle vertueux ». Plus on est inclusif, plus on est inclusif. À l'inverse, la synergie exclusive crée des « cercles vicieux ». Sous des institutions politiques extractives, les élites au pouvoir assurent la continuité de leur mainmise dans le futur, façonnent les institutions économiques selon leurs convenances et de sorte à n'avoir que peu de contraintes dans leur extraction de richesses. L'enrichissement de ces mêmes élites que permettent les institutions économiques extractives leur crée une rente et renforce en retour leur domination dans l'arène politique. Ainsi, les « institutions politiques et économiques extractives se supportent mutuellement et tendent à persister ».

Les synergies institutionnelles, qu'elles soient inclusives ou extractives, impliquent aussi que des institutions politiques inclusives ne peuvent soutenir des institutions économiques extractives, et vice versa.

c) *Les moments critiques et les changements institutionnels*

Les synergies institutionnelles créent ainsi des dépendances de sentier au sein des sociétés et installent des conditions durables de développement économique. La question se pose alors des changements institutionnels et de leurs modalités. Si les institutions politiques renforcent les institutions économiques de même nature et vice versa, comment peut-on changer de nature institutionnelle ? Acemoglu et Robinson proposent une réponse éloquent, ancrée dans la contingence historique. Ils reconnaissent en premier lieu qu'il n'est pas possible de simplement « engendrer la prospérité » par des aides financières ou des conseils aux politiciens. Le changement institutionnel est de fait une affaire complexe qui doit saisir les opportunités qui lui sont données par l'Histoire. De petites différences dans les configurations institutionnelles des sociétés créent des déviations institutionnelles dont les conséquences deviennent visibles lors de « moments critiques », c'est-à-dire lors d'un « évènement majeur ou une confluence de facteurs qui perturbent l'équilibre politique et économique existant dans une société ». Les rapports de force entre les différents groupes de la société sont alors remis en question et de grandes transformations peuvent avoir lieu. Les auteurs donnent l'exemple de la Peste noire qui a sévi à la moitié du 14^{ème} siècle avec des conséquences distinctes en Europe de l'Ouest et en Europe de l'Est. Bien que les deux régions se ressemblaient à l'époque, de petites différences entre les deux – comme une meilleure organisation des seigneurs propriétaires et des villes plus faibles à l'Est – ont donné des résultats divergents en réaction à la pandémie. À l'Ouest, la masse paysanne s'est acquis plus de droits et de richesses; à l'Est, un second servage s'est implanté. Ainsi, révélant au grand jour les soubassements institutionnels d'une société, les moments critiques peuvent soit contribuer à « casser le cycle des institutions extractives », ou au contraire les amener à s'approfondir.

d) *Croissance sous des institutions politiques extractives*

Comme explicité plus tôt, des exemples de développement semblent réfuter la théorie d'Acemoglu et Robinson. En effet, il existe des cas de croissance sous des institutions politiques définies comme extractives. Dans *Why nations fail*, les auteurs relèvent deux possibilités de croissance sous des institutions politiques extractives, lesquelles diffèrent

en nature d'un pays à l'autre. La première a lieu lorsque les élites peuvent allouer des ressources aux activités à forte productivité qu'elles contrôlent. Les îles esclavagistes des Caraïbes ont été parmi les plus riches contrées du globe au cours des 17^{ème} et 18^{ème} siècles grâce à leur production sucrière alors que la majorité de la population locale vivait sous des conditions sévères d'exploitation. La seconde option de croissance sous des institutions politiques extractives prend place lorsque les élites au pouvoir sont suffisamment sécurisées et acceptent d'introduire des institutions économiques inclusives qui ne portent pas atteinte à leur autorité. Cette seconde possibilité est incarnée par l'industrialisation effrénée de la Corée du Sud au siècle dernier. Au début des années 1960, le général Park a maintenu un système autoritaire tout en stimulant une économie inclusive. Cela a ensuite mené à plus d'inclusivité étant donné que les élites n'avaient plus de raison de craindre la démocratie et le pluralisme et qu'elles ne tiraient que peu de profits de leur domination politique et militaire. Dans ces deux options, la centralisation politique reste fondamentale pour le développement.

Un cas plus récent, celui de la Chine, expose également les modalités d'une croissance sous des institutions extractives. Acemoglu et Robinson rappellent que le parti communiste chinois ne donne pas de signes d'ouverture politique et continue à exercer un contrôle accru dans la planification économique en « décidant quels secteurs et quelles compagnies recevront du capital additionnel et se développeront ». Malgré une croissance continue depuis le début des années 1980 – freinée seulement par la pandémie actuelle de coronavirus – ils estiment que la croissance chinoise ne peut être durable. Ils ne définissent toutefois pas selon quels critères une croissance est jugée durable ou non. Ainsi, les exceptions à la règle institutionnelle d'Acemoglu et Robinson sont réintégrées dans leur modèle à cause de leur non-durabilité. Aucune réussite hors du prisme qu'ils proposent n'est envisagée.

D. Des hypothèses qui ne fonctionnent pas.

Afin de démontrer la pertinence de leur analyse institutionnelle, Acemoglu et Robinson démontent les autres hypothèses qui tentent d'expliquer les inégalités de développement de par le monde. Pour eux, la plupart de ces explications « ne fonctionnent juste pas » (Acemoglu et Robinson, 2012 : 113). Dans leur ouvrage, un

chapitre entier est dédié à la critique de trois grandes théories qui lient le développement à l'ignorance, à la géographie ou à la culture. Ils illustrent leur point en usant de contre-exemples concrets. La déconsidération des auteurs pour ces hypothèses – en particulier l'hypothèse culturelle – révèle la nature singulière de leur modèle.

1. L'hypothèse de l'ignorance

L'une des thèses rejetées par Acemoglu et Robinson énonce que l'échec des pays en développement provient principalement de l'ignorance de leurs dirigeants. Ces derniers ne sauraient pas comment mettre ou remettre leur nation sur les rails de la prospérité. Lorsque l'économie de marché – dans laquelle « tous les individus peuvent produire, acheter et vendre tout produit et service » - est absente et que les défaillances de marché se multiplient en conséquence, menant à la pauvreté. La raison de la persistance d'une telle situation résiderait dans le fait que les économistes et les décideurs politiques ne « savent pas comment s'en débarrasser et se sont fiés aux mauvais conseils auparavant ». Acemoglu et Robinson donnent l'exemple du Ghana qui, conseillé par d'éminents économistes, notamment le prix Nobel Sir Arthur Lewis, n'a tout de même pas été en mesure de se mettre sur le sentier de la croissance après avoir obtenu son indépendance. Par ailleurs, la connaissance s'acquière et les leçons de quelques échecs auraient assurément mené des « leaders bien intentionnés » à apprendre quelles politiques serviraient le mieux leur population. Les adeptes de cette thèse voient donc la solution dans l'éducation des élites qui, conseillées comme il se doit, pourraient se convaincre à mettre en place les bonnes pratiques. Pour les auteurs de *Why nations fail*, le changement de parcours se fait lorsque de nouveaux intérêts émergent et que leurs représentants arrivent à s'octroyer le pouvoir. Ici, l'exemple de la Chine de Deng Xiaoping illustre leur point. Selon eux, plutôt qu'une compréhension des raisons de l'échec maoïste, la nouvelle voie suivie par le pouvoir chinois provient des différents intérêts de la caste au pouvoir. Ainsi, « le premier obstacle à l'adoption de politiques qui réduisent les défaillances de marché et encouragent la croissance économique n'est pas l'ignorance des politiciens, mais les incitations et les contraintes de leurs institutions politiques et économiques ».

2. L'hypothèse géographique

Dans un article de blog datant de 2014, Acemoglu et Robinson rapportent que la genèse de leur recherche provient en partie de leur réaction « face à la montée de ce que nous considérons comme une forme d'explication fortement trompeuse, du développement économique comparatif basée sur la géographie ». Dans *Why nations fail*, leur opposition à l'hypothèse géographique se fait également sentir. Ils critiquent les visions exposées notamment par Jeffrey Sachs ou Jared Diamond selon lesquelles le climat, les maladies tropicales ou les réserves en faune et flore domesticables ont favorisé la richesse ou la pauvreté des nations. Selon ces analyses, les pays au climat tempéré tendent à être plus prospères que les pays se situant entre les tropiques du Cancer et du Capricorne. Acemoglu et Robinson illustrent leur point de vue à travers des exemples historiques. « L'Histoire démontre qu'il n'y a pas de connexion durable entre le climat ou la géographie et le succès économique » (Ibid, p.116). Les civilisations incas et aztèques qui habitaient entre les deux tropiques avant l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique étaient plus complexes et développées que les communautés habitant l'Amérique du Nord durant la même époque. De même, Acemoglu et Robinson trouvent des illustrations contemporaines de leur argument. Les deux villes de Nogales, l'une dans l'Arizona américain et l'autre dans le Sonora mexicain, sont semblables en termes de géographie, climat ou maladies régionales. Pourtant, ces deux villes connaissent des conditions sociales, économiques et politiques très disparates. Par ailleurs, la théorie géographique n'explique pas, à leur avis, pourquoi certaines nations stagnent durant de longues périodes avant d'entamer une croissance rapide.

La problématique soulevée par Acemoglu et Robinson comporte un grand intérêt dans la réflexion autour des causes de l'inégalité entre les nations. Un déterminisme géographique absolu suppose une fatalité dans les destins des communautés humaines. Leur prospérité ou leur pauvreté résiderait uniquement dans leur localisation, le climat ou la faune et la flore alentour. Une telle explication de la richesse ou de la pauvreté des sociétés implique que de grands pans de l'Humanité doivent accepter un sort annoncé d'avance. Pour autant, peut-on totalement disqualifier l'explication géographique comme le font Acemoglu et Robinson ? Dans son *Étude de l'Histoire* (A.J. Toynbee et Somervell,

1987), l'historien Arnold Toynbee affirme que la genèse des civilisations consiste en une réponse créative de communautés à des situations difficiles, parmi lesquelles on peut retrouver les dynamiques environnementales. Par conséquent, tout en acceptant que la géographie n'est pas le facteur monocausal du développement, il est possible de considérer que le facteur environnemental détermine en partie l'adaptation distinctive, efficace ou non, des collectivités. Selon qu'elles sont soumises à un climat tempéré ou tropical, à des types de maladies différents, à un écosystème riche ou appauvri, les communautés humaines répondront de différentes manières à des défis différents. Nous pourrions alors dire que la géographie ne détermine pas la réussite ou l'échec du développement, mais qu'elle dirige en partie la réponse des Hommes aux difficultés qu'elle leur présente. De leur côté, Acemoglu et Robinson refusent toute explication géographique. L'emphase qu'ils mettent dans la critique de l'hypothèse géographique pourrait ainsi trouver sa cause dans la nature particulière du modèle de développement qu'ils proposent. Leur similaire opposition à l'hypothèse culturelle nous permettra de développer cette pensée plus profondément.

3. L'hypothèse culturelle

Le rejet de la thèse culturelle par Acemoglu et Robinson pose un réel défi à leur modèle, notamment du point de vue même de la théorie institutionnelle dont ils s'inspirent. Prenant origine dans les travaux de Max Weber sur l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme en Europe occidentale, la théorie culturelle atteste de l'importance des traits culturels – religions, valeurs, éthiques, croyances, etc. – dans la richesse ou la pauvreté des nations. Cette conception peut poser problème puisque, réciproquement, dire que les valeurs occidentales ont amené à la richesse autorise également à affirmer que « l'absence d'éthique de travail africaine » ou la débauche latino-américaine supposées sont des causes plausibles aux pauvretés respectives de ces régions. De fait, bien qu'il faille prendre en considération les normes sociales, les aspects culturels « ne sont juste pas importants pour comprendre comment nous en sommes arrivés là et pourquoi les inégalités persistent ». Réutilisant à leur compte la pensée de Weber, Acemoglu et Robinson rappellent qu'aucun des « succès économiques asiatiques n'a de lien de quelque forme que ce soit avec la religion chrétienne. Il n'y a donc pas beaucoup de

soutien à un lien entre le protestantisme et le succès économique ». Toutefois, la réflexion des auteurs souffre ici d'un certain sophisme. Le fait que le succès économique de quelques nations ne repose pas sur le protestantisme ne signifie pas que ce dernier n'a pas eu d'incidence sur les nations où il exerce une influence culturelle certaine. De même, dire qu'une donnée culturelle puissante a joué un rôle dans la réussite économique d'une contrée spécifique n'implique pas que cette donnée soit la seule qui fonctionne et n'exclue pas que d'autres aspects culturels, tout aussi puissants, impactent d'autres régions du monde. Il est donc possible de réfuter l'eurocentrisme qui sous-entend que la culture européenne judéo-chrétienne est seule capable d'apporter la prospérité économique sans pour autant rejeter l'importance de la culture dans ce processus. Pour finir de réfuter l'hypothèse culturelle, Acemoglu et Robinson soutiennent que le changement de cap opéré par Deng Xiaoping à la fin des années 1970 en Chine n'est pas le fait d'un changement culturel, mais d'une transformation politique. Comme pour l'hypothèse géographique, Acemoglu et Robinson rejettent absolument la thèse culturelle en affirmant que cette dernière n'explique pas la réussite ou l'échec de développement des nations. Pour autant, bien que l'on ne puisse pas entièrement expliquer la croissance économique à proprement dit par la culture, il est possible de considérer que cette dernière détermine la réponse économique des nations en puisant dans leur identité propre. Plutôt qu'un facteur d'échec ou de réussite, la culture peut ainsi constituer un matériau indispensable à toute tentative de modernisation. Comme les fondations d'une maison qui, sans présager de la beauté de cette dernière, demeurent nécessaires à sa construction. Par ailleurs, le rejet de l'hypothèse culturelle pose également problème à la théorie institutionnelle sur laquelle repose le modèle d'Acemoglu et Robinson. Comme le rappellent Dzionek-Kozłowska et Matera (2016), la définition des institutions de North, utilisée par Acemoglu et Robinson, implique deux formes d'institutions. Les institutions dites « informelles » - issues des contraintes culturelles – jouent un rôle tout aussi important dans le développement économique que les règles formelles qui dirigent la société. Or, cette partie de l'analyse institutionnelle n'est pas prise en compte dans *Why nations fail*. Les auteurs se retrouvent donc à devoir

expliquer l'émergence des institutions dans un pays sans tenir compte de l'héritage culturel, ce qu'ils ne font pas vraiment. Peut-il y avoir des « contraintes humaines » dénuées de toute influence culturelle ?

4. Un modèle universaliste

Encore plus que le rejet de l'hypothèse géographique, l'exclusion de la dimension culturelle est révélatrice de la nature de leur modèle. Acemoglu et Robinson proposent en effet un système institutionnel positivement défini comme un ensemble de pluralisme politique et de libertés économiques fondées sur la propriété privée. Selon eux, ce modèle est applicable partout et c'est le degré d'implantation des institutions inclusives – c'est-à-dire, comme relevé plus haut, libérales – qui explique la réussite ou l'échec des nations sur le plan économique. Or, si l'on accepte l'aspect déterminant des différentes cultures qui façonnent les populations à travers le monde, on ne peut justifier l'application d'une réponse générique à toutes les situations. Pour cela, il faut au contraire réfuter toute possibilité de déterminations culturelles, géographiques ou autres, car ces dernières impliquent logiquement une diversité de modèles de développement puisque soumises à des déterminations différentes. Dzionek-Kozłowska et Matera (2016) notent d'ailleurs que l'approche d'Acemoglu et Robinson « ne permet pas de traiter des influences de la culture (notamment, la culture politique) sur l'évolution des institutions économiques et politiques ». Ainsi, le modèle d'Acemoglu et Robinson est un modèle qui se veut universaliste. Niant surtout l'importance de la culture dans les transformations d'une nation, il promeut la mise en place ex nihilo d'institutions dites inclusives, applicables à toutes les situations et dont le contenu est essentiellement libéral. Dans la réalité du terrain – où l'identité des populations n'est pas indéfinie, mais repose sur les siècles qui ont formé leur identité collective, les marqueurs culturels de leur Histoire et les us, coutumes et valeurs qui en découlent – l'application du modèle d'Acemoglu et Robinson implique un rapport de pouvoir écrasant des instances qui l'imposent sur les populations locales, soit un état de colonisation, ou une table rase permettant de partir de zéro. Cette dernière option pourrait notamment prendre forme dans le cadre de ce que Naomi Klein (2008) nomme une « stratégie du choc » dans laquelle une partie profite d'un choc psychologique collectif (coup d'État, attentat, désastre naturel) pour

administrer des greffes institutionnelles aux nations qui, dans leur état normal, n'en veulent pas.

E. Bilan de la théorie d'Acemoglu et Robinson

La théorie d'Acemoglu et Robinson se fonde sur les institutions et conditionne la réussite économique d'un pays à l'installation d'un certain type d'institutions, dites inclusives. L'inclusivité est synonyme de pluralisme politique, souvent synonyme de démocratie libérale dans leur travail, et de liberté économique fondée sur la propriété privée. En un mot, de libéralisme. Pour autant, il ne s'agit pas de rejeter totalement l'approche d'Acemoglu et Robinson, mais au contraire de chercher à y distinguer la valeur intrinsèque en dépassant la dimension occidentaliste de leur œuvre.

1. De l'occidentalisation et de la diversité culturelle

Autrefois, il était considéré que l'Occident devait exporter son modèle de par le monde, car celui-ci incarnait seul la Civilisation, au singulier, « confondue avec le progrès en soi » (Braudel, 2013). Comme le disait Jules Ferry pour justifier la colonisation, les « races supérieures » avaient « le devoir de civiliser les races inférieures ». En même temps qu'ils rejettent cette vision de l'Histoire et du développement en l'assimilant notamment à l'hypothèse culturelle, Acemoglu et Robinson reproduisent une logique similaire qui oppose une occidentalisation technocratique à une occidentalisation culturelle. Leur vision s'apparente de fait à la mise en place des institutions libérales de l'Occident sans passer par l'assimilation culturelle. Au stade développé du libéralisme, cette occidentalisation technocratique coïncide avec la nature même de la doctrine libérale qui domine l'Occident depuis le 17^{ème} siècle. Celle-ci, en instituant une supposée « neutralité axiologique » s'appuyant sur un « relativisme moral et culturel » (Jean-Claude Michéa, 2008), a dissimulé la culture occidentale d'où elle est née derrière le fonctionnement technique qu'elle impose à la société. Ainsi, plutôt que de promouvoir l'assimilation culturelle comme clé du développement, Acemoglu et Robinson se contentent de mettre de l'avant les institutions libérales résultant de l'esprit occidental en les présentant comme axiologiquement neutres, donc applicables universellement. Pour cela, ils tentent également de discréditer l'influence de la culture dans le processus de modernisation

d'une nation, puisque les bonnes institutions peuvent être installées partout sans prendre en considération les données culturelles. En ce sens, Acemoglu et Robinson partagent, peut-être en l'ignorant, la vision téléologique de Francis Fukuyama (1989) selon laquelle il y a une fin de l'Histoire fondée sur le libéralisme et la démocratie libérale. Le développement se définit alors comme l'ensemble des tentatives des nations non occidentales pour atteindre cette « fin » déjà atteinte par l'Occident et des efforts que multiplient les nations occidentales et leurs institutions internationales pour les y aider. Cependant, si les hégémonies temporelles peuvent donner l'illusion d'une victoire définitive, elles n'en restent pas moins éphémères. La diversité culturelle persiste sur le temps long et engendre des déterminations que les nations doivent considérer afin de se moderniser. Leur modernisation ne peut alors exister que dans une dimension différentielle, par les particularismes en lien entre eux plutôt que les universalismes. Compris ainsi, le développement n'est pas un sentier unique vers un objectif unique – la démocratie libérale et l'économie de marché –, mais au contraire une multitude de chemins s'entrecroisant vers des objectifs multiples, chacun spécifique à une identité propre et son mouvement dans l'Histoire, face à soi et relativement aux autres identités présentes dans l'espace-temps. Cette redéfinition du développement implique un travail de modernisation sur soi et non un mimétisme développementaliste. On peut s'accorder avec Douglass C. North (1994) lorsqu'il affirme que « les économies qui adoptent les règles formelles d'une autre économie obtiendront des caractéristiques de performance différentes à cause des normes informelles différentes » (Cité dans Constantine, 2017). Ainsi chaque zone, pour se moderniser, améliorer les conditions de vie de sa population et se placer sur l'échiquier des relations internationales doit créer ses propres conditions de développement à partir de ses règles informelles incrustées dans le temps long et les marqueurs civilisationnels qui la caractérisent. C'est dans cette optique que nous parlerons plus tard de modernisation située afin de saisir le devenir d'une zone élémentaire et les conjonctures de son passage souverain vers de nouveaux ajustements qui améliorent son état et sa position globale.

2. De la nécessité des institutions

Bien que l'on pose une critique de l'œuvre d'Acemoglu et Robinson et que l'on tente de proposer un contre-modèle de développement fondé sur les particularités culturelles et civilisationnelles, il reste que le travail des deux auteurs apporte d'importantes notions que l'on peut sauvegarder et réutiliser dans une démarche dialectique. Ainsi le caractère essentiel des institutions pour la prospérité. L'évolution des nations ou leur stagnation dépend de la manière dont elles s'organisent, des dynamiques qu'elles créent pour les parties en présence et du sentier qu'elles dessinent pour les générations à venir. Cette organisation et ces dynamiques sont le fruit des règles formelles et informelles, des contraintes qui limitent les choix et les marges de manœuvre dans une direction précise. En un mot, des institutions. Ces dernières permettent une évolution sur le long terme qui dépasse la vie humaine et lient entre elles les générations dans un fonctionnement, des usages, des valeurs et des interactions communes. De même, le caractère inclusif ou extractif des institutions porte un intérêt certain. Il suppose qu'à l'intérieur d'une société, toutes les formes d'organisation ne se valent pas et que, si certaines peuvent servir le bien commun et à améliorer les conditions de la majorité, d'autres sont amenées à la maintenir dans la pauvreté au profit exclusif d'une élite restreinte. Le point de désaccord se trouve plutôt dans les caractéristiques tendancieuses accordées à l'inclusivité. Acemoglu et Robinson proposent une définition fermée de l'inclusivité l'assimilant au libéralisme qui serait adapté à toutes les situations. Au contraire, les fondations distinctes sur lesquelles reposent les différentes zones du globe impliquent une compréhension plus ouverte de l'inclusivité, enracinée dans les déterminations particulières des zones en question. C'est en prenant cela en considération que nous élaborerons notre modèle de modernisation située.

Par ailleurs, nous portons un intérêt majeur à la notion de moment critique qui ouvre le champ des possibles aux reconfigurations institutionnelles dont les conditions latentes apparaissent alors au grand jour pour diriger vers de potentielles transformations de grande échelle.

Ainsi, l'œuvre d'Acemoglu et Robinson nous permet de poser les bases du système de modernisation située que nous développerons en reconnaissant d'une part l'importance

des institutions dans l'organisation et le devenir à long terme des sociétés, leur caractère inclusif ou extractif et la dimension essentielle des moments critiques pour expliquer les transformations des institutions d'une société. D'autre part, nous réfutons l'occidentalisation par le libéralisme que prônent Acemoglu et Robinson dans leur œuvre. Les définitions exclusives qu'ils donnent à l'inclusivité des institutions invitent tendancieusement à l'occidentalisation technocratique des sociétés. Le modèle universaliste qu'ils proposent, réajustant les pratiques des organisations internationales comme le FMI et les agences de développement occidentales pour justifier leur inefficacité, refuse de considérer l'influence des spécificités propres à chaque société dans la construction de leurs institutions économiques. Le système que nous développerons, en nous appuyant notamment sur le modèle chinois, tentera d'aborder ce sujet. C'est la modernisation située.

III. Introduction à la modernisation située

Acemoglu et Robinson offrent essentiellement deux voies aux pays non développés. S'ils installent la démocratie libérale, l'État de droit occidental et la liberté d'entreprendre comme institutions inclusives, ils peuvent espérer atteindre une forme de prospérité économique et sociale. Autrement, ils se condamnent à demeurer dans des systèmes de rente fermés reposant sur des institutions extractives qui bloquent toute possibilité de développement au profit d'une élite restreinte. Cette conception du phénomène de modernisation n'est pas nouvelle. Elle est ancrée dans la pratique de l'aide au développement depuis des décennies et nourrit les théories dominantes à ce sujet. En premier lieu, elle considère que la société libérale telle qu'elle existe en Occident constitue la seule forme de modernité possible. Cette dernière représente une finalité naturelle du progrès humain ou, dans les mots de Francis Fukuyama, la « fin de l'Histoire ». Par conséquent, toute entreprise de modernisation doit tendre vers l'implantation d'une société libérale et seules les modalités d'atteinte de cet objectif sont sujettes à discussion. Les uns visent les structures économiques, d'autres des niveaux d'investissement, d'épargne ou de consommation et d'autres encore l'implantation d'institutions inclusives. D'une part, cette perspective évolutionniste de la modernisation formalise un chemin universel et irréversible vers la prospérité résultant du procès d'industrialisation et de libéralisation initié dans les sociétés occidentales. Qu'elle forme le « meilleur des mondes » ou « l'empire du moindre mal », la société de consommation, développée, technocratique et individualiste est le but inévitable du développement. D'autre part, ce darwinisme développementaliste impose de fait une hiérarchie entre les nations. Celles qui ont atteint le stade de développement souhaité, les sociétés « post-historiques », ont le privilège, voire le devoir, d'apporter leur expertise et leur soutien aux autres afin qu'elles les imitent et prennent la même route vers la prospérité. Partant du postulat qu'il n'existe qu'une façon valable d'être développé – démocratique et libérale – tout chemin divergent doit être considéré comme voué à l'échec et incapable par essence d'apporter le développement. Cette vision des changements sociaux et de l'état du monde, appliquée sur le terrain par les ONG, les organisations internationales et les

agences de développement étatiques, a longuement été critiquée (Amin et Foster, 2014; Namkoong, 1999; Prebisch, 1981; Wallerstein, 2011). Des chercheurs ont rappelé les liens de dépendance entre le centre et les périphéries de l'ordre mondial. Une telle relation empêcherait de fait le développement des périphéries, puisque c'est de leur « sous-développement » que dépend en grande partie la prospérité des régions développées. La tendance au néocolonialisme des entreprises de développement a également été mentionnée. Complétant le lien de dépendance, elle permettrait de perpétuer l'exploitation coloniale à travers d'autres moyens, plus indirects, mais non moins efficaces. Une autre critique se concentre sur le caractère universaliste du développementalisme, niant les spécificités et les déterminations particulières de chaque nation (Mazrui, 2001). La remise en question du développement tel qu'il est majoritairement pensé et pratiqué n'est donc pas chose nouvelle. Nous tenterons dans notre étude de reprendre ce débat et d'apporter une vision nouvelle de la modernisation, enracinée dans les souverainetés effectives. En effet, tant la notion officielle du développement que sa critique pensent le développement en fonction du baromètre occidental. La première considère qu'il est le seul valable, tandis que la seconde se pose seulement en s'opposant et ne s'attache pas à trouver une nouvelle route, voire une nouvelle carte. Nous essaierons ainsi de proposer une définition du développement/de la modernisation qui permette de repenser ce processus au sein même des diverses nations en voie de développement. À partir d'une définition alternative du développement et du sous-développement, nous serons disposés à penser un processus de modernisation prenant en considération les différentes variables qui l'influencent et les caractères spécifiques à toute communauté organisée d'humains. C'est ce processus que nous avons appelé modernisation située. Afin de l'illustrer, l'évolution de la République populaire de Chine depuis son édification maoïste en 1949 fournit un exemple édifiant.

Après une guerre civile sur fond de dominations étrangères et de décadence dynastique, la Chine s'est stabilisée autour du règne du Parti communiste chinois (PCC) et a entrepris une ascension économique, politique et sociale qui lui permet aujourd'hui de se hisser à la place de seconde puissance économique mondiale (AFP, 2011),

rétablissant progressivement par la même occasion son influence ancestrale sur l'Extrême-Orient. Le développement chinois, unique en son genre, se caractérise non seulement par une croissance ininterrompue pendant plus de 40 ans, mais également par une démarche souveraine enracinée dans l'identité et l'Histoire propre à la civilisation chinoise. La théorie de la modernisation n'a pas eu de grand rôle à jouer dans le développement de la République populaire de Chine. Au contraire, on pourrait dire qu'elle a servi de *sparring-partner* aux forces chinoises de développement. Les plans, l'interventionnisme de l'État, l'autoritarisme politique, le protectionnisme économique sont des critères extractifs selon Acemoglu et Robinson. Pourtant, les performances chinoises sur une période relativement longue permettent déjà de poser cette expérience comme alternative à la doxa occidentaliste. Cette réalité tangible autorise à penser le développement des nations à partir d'elles-mêmes en dépassant la seule critique du développementalisme. Notre travail constitue une proposition en ce sens. Il s'agit en premier lieu d'une posture idéale, celle d'un recours à la création dans la pensée, d'une volonté de dépassement des structures existantes afin d'atteindre un système nouveau, lequel pourrait servir de fondement à de nouvelles pratiques, de nouvelles expériences. Après 70 ans de développement aux résultats limités, voire limitatifs, il semble être temps de dessiner de nouvelles voies. La Chine ici doit être prise comme une illustration contextualisée plutôt qu'un modèle à reproduire universellement. Ce serait reprendre les mêmes failles avec de nouveaux acteurs. Nous commencerons par présenter la pensée dominante de la modernisation et ses critiques avant de ressortir une définition alternative. Nous poursuivrons avec la description du modèle chinois illustrant une façon nouvelle de comprendre le développement, la modernisation située. En alignant les peuples sur leurs spécificités propres, ancrée dans la *longue durée* de leur Histoire, notre théorie suggère finalement que le progrès humain se définit par une Grande Dialectique de dialectiques situées dans le temps et dans l'espace. Ainsi, la diversité universelle des communautés humaines constituerait le moteur de la véritable « fin de l'Histoire ».

A. La théorie de la modernisation et sa critique

1. La théorie de la modernisation

La pensée dominante en termes de développement prend racine dans la théorie de la modernisation. Bien que cette dernière ait été fortement critiquée par différents bords académiques, elle influence la pratique du développement et semble d'autant plus efficace qu'elle en incarne le fondement inconscient. Il importe ainsi de comprendre les grandes lignes de cette théorie afin de déterminer l'étendue de sa portée. Dans cette partie, le mot « modernisation » fera référence à cette théorie dominante. Remontant à l'aube de l'après-Seconde Guerre mondiale et prenant son essor dans un contexte de Guerre froide, la théorie de la modernisation possède dès le départ une fonction politique. On peut d'ailleurs trouver sa genèse dans le discours inaugural du président américain Harry Truman en 1949 qui, dans son point quatre, propose de mettre la « connaissance technique » des États-Unis au service des « régions sous-développées » et de leur démocratisation (Truman, 1950). La théorie de la modernisation divise dès lors les nations en deux catégories : les nations sous-développées baignent dans des sociétés traditionnelles aux économies archaïques et « inertes », tandis que les nations développées sont des sociétés dites modernes définies par leur progrès technologique, la démocratie et des économies complexes. La modernité est, dans cette acception, le seul fait de l'Occident dont la domination s'étend déjà, depuis le 19^{ème} siècle, sur la quasi-totalité du globe. L'analyse du développement est indissociable du concept d'hégémonie. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la civilisation occidentale connaît une reconfiguration fondamentale. Les empires français et britanniques sortent affaiblis de la guerre, leurs entreprises coloniales ont perdu toute légitimité et surtout, un nouvel État phare, les États-Unis s'imposent de fait comme organisateur du « monde libre ». Il s'oppose à l'URSS et au communisme. Les deux nouvelles superpuissances appuient la décolonisation des anciens empires et la naissance de nouveaux États formellement indépendants. C'est en partie cette restructuration des puissances qui explique le passage de la « mission civilisatrice » des empires à celle de « développement international » portée par les États-Unis (Alacevich, 2018). Les nouveaux États indépendants, supposés en retard et plongés dans la pauvreté, sont les destinataires de l'aide au développement

venant des deux modèles communiste et libéral. La modernisation s'impose dans ce contexte dualiste comme la solution libérale de développement. Ses théoriciens invitent les anciennes colonies à imiter les institutions occidentales afin d'accéder au progrès industriel et social d'une part, et de s'opposer au communisme d'autre part. L'une des œuvres majeures du corpus de la modernisation, écrite par un représentant chevronné de cette théorie, Walt Rostow, allie ces deux objectifs dans son titre *Les étapes de la croissance économique : manifeste anticommuniste*. Cet ouvrage consacre, dans une vision évolutionniste, un processus en cinq étapes qui permettrait, selon son auteur, aux nations sous-développées d'atteindre un développement analogue à celui des États-Unis. Elles passeraient ainsi de la société traditionnelle, supposée archaïque à la consommation de masse caractéristique des nations développées. Or, comme le rappelle Rostow lui-même, le processus de croissance économique se confond avec « des changements des systèmes de valeurs des sociétés et avec des changements de la structure politique et sociale ». De fait, le développement intervient chez les penseurs de la modernisation comme une double-imitation du modèle américain, champion de l'Occident. Politique par l'installation de la démocratie libérale; économique par l'introduction de l'économie libérale sous toutes ses versions, de la social-démocratie keynésienne au néolibéralisme, selon les dominantes du moment. Comme le note Gilman (2018), l'œuvre de Rostow consiste en une abstraction d'une Histoire américaine « heureuse » destinée à être reproduite par les pays en voie de développement. Suivant cette logique, les penseurs de la modernisation ont discuté de l'implémentation de la double-imitation développementaliste. Pour les uns, « les différents aspects du développement économique – industrialisation, urbanisation, richesse et éducation – sont fortement reliés entre eux et forment un facteur majeur ayant la démocratie pour corollaire politique » (Lipset cité dans Wucherpfennig et Deutsch, 2009). En d'autres mots, le bien-être économique mènerait à la démocratie. Pour d'autres, comme nous l'avons vu avec Acemoglu et Robinson, c'est l'installation d'un système politique démocratique qui ouvre au développement économique. Pour d'autres encore, l'enjeu culturel de la modernité est fondamental. Puisque les croyances et les idéologies forment la matrice de

comportement des groupes et la « clé de leur futur développement » (Ross et Nisbett cité dans Demeritt et Hoff, 2018), il faut agir sur ces dernières. Ainsi, Pye réduit la modernisation à deux tâches : « changer les attitudes de la population et réduire les différences de culture politique entre les élites et les masses » (Klinger, 2017). La prépondérance de la théorie de la modernisation provient aussi de son installation pratique dans les différentes administrations et institutions dédiés à l'exportation et à l'importation du développement. Non seulement la genèse de la modernisation est-elle politique, mais ses objectifs également. De nombreux penseurs de la modernisation, dont le plus prolifique fut Rostow, ont participé à l'élaboration des politiques dans divers bureaux et organisations du gouvernement américain. De théoriciens, ils ont acquis le rôle de « praticien social » (Klinger, 2017). Par ailleurs, la modernisation forme la colonne vertébrale des organisations internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) dont le rôle s'étend de la conception de politiques de développement, de leur mise en vigueur, de l'évaluation et de la sanction des pays contrevenants jusqu'à la formation de leurs homologues dans les pays en voie de développement (Alacevich, 2018). C'est cette donnée pratique qui explique la persistance de la modernisation dans la pensée du développement dominante en Occident. Elle a notamment été renforcée après la fin de la Guerre froide, qui l'a consacré comme seule alternative au sous-développement suite à la défaite du communisme à l'échelle globale. La modernisation est devenue la « fin de l'Histoire », la victoire finale de l'Occident et le triomphe de « l'idée occidentale », soit celle du libéralisme politique et économique (Francis Fukuyama, 1989). Partant de ce constat, les pays en voie de développement ont le choix : libéralisme ou barbarie. La modernisation exprime ce crédo. Il dépasse les théories et les articles académiques pour constituer la trame historique et la posture de l'intervention développementaliste des institutions occidentales. Gouvernements, agences de développement, organisations internationales, organisations non gouvernementales et les acteurs locaux qu'ils supportent sont mus par cette dichotomie qui rend inéluctable et charitable l'implantation du libéralisme, sous quelque forme que ce soit. Comme l'affirme Gilman (2018), la persistance de la modernisation s'explique

moins par la justesse de son analyse que par sa valeur métanarrative qui l'élève au rang de « mythe pittoresque », sous-jacent à la pensée et à la pratique du développement promues par les autorités occidentales. Par conséquent, bien après sa critique et sa relégation conceptuelle, la modernisation continue à fournir la base effective du développement international. Stewart (2018), rappelant l'influence du contexte global dans les trajectoires prises par les pays en voie de développement, explique que « l'influence dominante de la Banque Mondiale, elle-même contrôlée par les pays développés et comprenant presque entièrement des personnels éduqués dans les universités occidentales, a permis d'assurer une influence forte et continue des idées qui en provenaient ». Ainsi, les pensées économiques dominantes en Occident à une certaine époque, que l'on parle de keynésianisme, de « contre-révolution » néolibérale (Toye, 2018) ou de politiques d'austérité, constituent les instruments d'élaboration et d'évaluation du développement des pays sous-développés. En ce sens, la théorie de la modernisation devient métathéorique et sous-tend les différentes tentatives d'exportation du modèle occidental à travers le monde. Cette notion motrice de la pensée occidentale sur le développement international porte finalement une idée particulière et naturaliste du progrès humain. Le progrès y est conçu comme une évolution positive inévitable et uniforme vers le mieux-être défini seulement comme un assemblage de démocratie libérale, de liberté individuelle et d'économie de marché. En dehors des agencements de ce conglomérat politique, moral et économique, aucune avancée durable n'est considérée comme possible. Par ailleurs, les destructions, les perturbations causées par le processus d'assimilation universelle du progrès sont légitimées au nom de la « nécessité historique ». Plutôt qu'une lutte de pouvoir permettant à des groupes historiquement dominants d'asseoir une hégémonie politique, économique et culturelle – donc vouée au dépassement suite à de nouvelles luttes à venir – le libéralisme prétend incarner, à travers une supposée neutralité axiologique, le sens de l'Histoire (J.C. Michéa, 2011a), de facto indépassable. À l'échelle du développement des nations du Sud, cette conception du progrès implique forcément que l'on cherche à reproduire les conditions d'atteinte du développement occidental puisqu'aucune autre voie ne semble exister. La

modernisation concrétise ainsi cette idée d'un progrès uniforme et inévitable à toute entreprise d'avancement humain et donc la nécessité de diffuser le modèle occidental. Finalement, cette idée de progrès est paradoxalement conservatrice. Puisqu'elle ne considère qu'une voie de progrès, qu'une structuration élémentaire et créatrice, elle expulse les possibilités alternatives d'élévation et force par conséquent à la répétition du même à travers le globe. Cet accent sur l'idée de progrès permettra de mieux comprendre les limites d'une certaine critique de la modernisation que nous abordons dans la prochaine sous-partie.

2. La critique de la modernisation

a) *CEPAL, dépendance et système-monde*

Comme théorie et comme pratique, la modernisation a longtemps été critiquée. Dès les années 1960, l'école structuraliste issue des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) pose la question du développement dans son contexte international et dans les relations qu'entretient le système économique international entre pays développés et sous-développés. La dualité en termes de développement est sortie de son constat fixe et s'est mise en mouvement autour de relations économiques et politiques particulières. Le sous-développement n'était plus seulement considéré comme une caractéristique issue des lacunes des structures économiques et politiques locales, mais en tant que position particulière dans un système global. Ainsi, « Prebisch décrit l'économie internationale comme un ensemble de relations entre un centre exportant des biens industriels en échange de denrées alimentaires et de matières premières produites dans la périphérie » (Love, 2018). Plus tard, la théorie de la dépendance est venue apporter une définition plus radicale de ces relations structurantes de l'économie politique internationale. Dos Santos définit la dépendance comme une « situation dans laquelle l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle ils sont assujettis » (Cité dans Namkoong, 1999). L'emphase est alors mise sur le rôle des nations dominantes dans le maintien des conditions économiques des pays dits sous-développés, notamment à travers le renforcement d'élites locales aux dépens des masses

marginalisées. Alors que la modernisation accorde aux élites le rôle prépondérant d'avant-garde du développement, la dépendance les rend principalement responsables du sous-développement, à travers leur participation au système capitaliste globalisé. Reprenant la division centre-périphéries, il y a dans cette vision une intercalation de causes internes et externes expliquant le sous-développement. Le constat de Prebisch mentionné plus haut est caractéristique pour les penseurs de la dépendance d'une relation sans équivoque d'échange inégal entre, d'une part « des produits à forts salaires et forts profits » venant du centre et d'autre part les produits à « bas salaires et bas profits » des périphéries. Centre et périphéries constitueraient les deux bords opposés d'un même phénomène. Par ailleurs, alors que la modernisation mettait l'accent sur les États, la dépendance introduit aussi les entreprises multinationales en tant qu'acteur majeur du système économique international. Encore plus, les théoriciens de la dépendance expriment un besoin d'autonomie pour que les pays sous-développés puissent s'extirper de leurs conditions. La situation dans laquelle « un pays est assujéti aux décisions prises par les centres, non seulement en matière économique, mais aussi en ce qui concerne la politique et la stratégie domestiques et étrangères » (Prebisch cité dans Namkoong, 1999) ne peut être viable. Dès le départ, les théoriciens critiques de la modernisation ont saisi la relation fondamentale entre autonomie et développement. Certains, comme Cardoso et Faletti vont jusqu'à critiquer les « relations impérialistes entre les pays ». Ces derniers comprennent également la dépendance de la périphérie comme une absence d'autonomie, celle d'un système qui ne trouve pas en lui-même le « composant dynamique essentiel d'accumulation et d'expansion du capital ». Au-delà de la sphère latino-américaine, deux penseurs influents de la dépendance sont Immanuel Wallerstein et Samir Amin, tous deux ancrés dans une compréhension marxiste de ces enjeux. Le premier a théorisé le système économique international comme un système-monde composé d'un centre, d'une semi-périphérie et d'une périphérie, structuré autour de « l'économie-monde » capitaliste définie comme un « système social total » (Cosma, 2010). Sa critique de la modernisation est ancrée dans l'approche de la dépendance et récuse plusieurs présupposés, au premier rang duquel se trouve la tendance de la

modernisation à ne considérer que l'État-nation comme unité d'analyse. Wallerstein rappelle en effet qu'il est fondamental de reconnaître le développement historique de « structures transnationales qui contraignent le développement local et national » (Ibid). Il ajoute à cela une critique de la supposition intrinsèque de la modernisation à ne concevoir qu'un seul chemin de développement évolutionniste. La définition du système-monde, concept central de la pensée de Wallerstein, est d'une importance capitale à la compréhension susmentionnée de la modernisation comme cadre métanarratif. Pour l'auteur, « un système-monde est un système social, doté de frontières, de structures, de groupes membres, de règles de légitimation, et de cohérence. Sa vie est faite des forces conflictuelles qui le maintiennent et se déchirent au gré des tensions tandis que chaque groupe tente éternellement de le remodeler à son avantage. Il a les caractéristiques d'un organisme, dans le sens où il possède une durée de vie au cours de laquelle ses caractéristiques changent à certains égards et restent stables à d'autres [...] Ce qui caractérise un système social à mon avis, c'est le fait que la vie en son sein est largement autonome et que la dynamique de son développement est largement interne » (Wallerstein, 2011). Ainsi, l'important n'est pas la vision dominante au sein du système-monde, elle-même changeante au cours de ses cycles de vie – comme nous l'avons vu, elle peut passer du keynésianisme au néolibéralisme –, mais la nécessaire incorporation des pays en voie de développement en son sein, et le maintien des liens qui le caractérisent. La modernisation en tant que corpus métanarratif est ainsi la tentative d'incorporation systématique et exclusive des périphéries et semi-périphéries au système-monde dominé par le centre. Le résultat paradoxal d'une telle tentative est qu'elle maintient inéluctablement la hiérarchie entre les différentes composantes de ce système. Les frontières les structures, les règles de légitimation et la cohérence mentionnées par Wallerstein étant historiquement définies par le centre, c'est-à-dire concrètement par l'Occident, le développement des périphéries se retrouve conditionné par leur acculturation au système-monde modelé par et pour le centre occidental. Une telle situation forme forcément un déséquilibre et une inadéquation structurelle au développement ainsi défini. Pour caractériser ce phénomène, on peut reprendre le terme

de « maldéveloppement » utilisé par Samir Amin dans sa critique de l'impérialisme capitaliste (Bagchi, 2020). Le maldéveloppement désigne un état dans lequel une entité ne se développe pas selon ses dispositions normales. En l'occurrence, le développement « normal » des périphéries, après avoir été suspendu par la colonisation, est détourné par le cycle du système-monde d'après les indépendances formelles. Toute expérience de maldéveloppement produit ainsi ses contreparties néfastes, traditionalistes et culturalistes, à l'instar de l'islamisme dans la civilisation musulmane. Ainsi, les pays en voie de développement voient leur développement limité structurellement à l'externe et à l'interne. Dans cet état des choses, ils sont voués à rester indéfiniment *en voie* de développement. À l'inverse, force est de constater que les nations développées aujourd'hui, en Occident (Weber, 2003) et en Asie de l'Est, le sont grâce à l'intervention de leur identité propre dans leur processus de développement, c'est-à-dire dans leur isolement vis-à-vis du système-monde. Rashid (2018) explique notamment que l'on peut voir dans le « miracle est-asiatique » une illustration du « pouvoir de la culture, du nationalisme et de la bureaucratie ». Le maldéveloppement consiste donc en un dilemme irréconciliable entre le confort économique d'une part, et l'identité civilisationnelle d'autre part. Il en résulte que le développement promu par la modernisation produit une forme inévitable d'aliénation, comprise comme l'état d'une entité devenant étrangère à elle-même.

Sans effacer leur indéniable justesse, les critiques de la modernisation, du CEPAL à Wallerstein et Amin, nous semblent toutefois insuffisantes. Pour les premiers, la concentration sur le volet technique de l'échange inégal et l'accent mis sur les politiques économiques et monétaires ne permettent pas d'aborder l'aliénation culturelle des pays lorsqu'ils prennent la voie du maldéveloppement. De même, le marxisme de Wallerstein et Amin les mène vers un universalisme évolutionniste d'un autre type fondé non plus sur le marché, mais sur l'égalitarisme social que l'on trouve dans les « valeurs des Lumières ». Wallerstein semble considérer l'existence d'un système-monde à proprement dit comme inévitable, l'étape actuelle de ce dernier étant vouée à disparaître pour laisser émerger « un gouvernement-monde socialiste, qui est la seule alternative au système-monde qui

pourrait maintenir un haut niveau de productivité et changer la distribution »(Cosma, 2010), en intégrant les différents niveaux de décision politique et économique. Ces deux conceptions des choses oublient ou réduisent la dimension fondamentale des spécificités culturelles et séculaires des différentes zones de développement. De même, Amin entrevoit dans les crises du système-monde une opportunité vers le socialisme. Avant de s'éteindre en 2018, il a d'ailleurs signé une tribune appelant à une cinquième Internationale visant une « nouvelle révolution socialiste » (Amin, 2018). Cette fixité dans les divisions idéologiques du XXème siècle nous semble, en dépit de son intérêt analytique, désuète. Elle nous permet sans doute d'établir un diagnostic pertinent des enjeux de développement, des liens de dépendance et des conditions d'exploitation du libéralisme international, mais la voie de développement qu'elle propose nous semble, comme la modernisation, inappropriée.

b) *Les études postcoloniales*

Un corpus plus récent a pris de l'ampleur ces dernières années. Les études postcoloniales se rapprochent également de notre sujet et il nous semble nécessaire de présenter notre éloignement conceptuel vis-à-vis de ce courant afin de mieux poser notre étude. Les études postcoloniales s'opposent également au modernisme et à l'universalisme occidental. Elles aussi posent une critique acerbe du développementalisme normatif et des rapports hégémoniques. Comme nous, les études postcoloniales voient dans la culture et l'identité des notions fondamentales. Toutefois, leur postmodernisme, leur attachement au « déconstructionnisme » et à « l'indigénisme » revendicatif nous éloignent considérablement de leur analyse. Suivant la *French Theory* poststructuraliste des Deleuze, Foucault et Derrida, les études postcoloniales entreprennent une déconstruction radicale « du langage, des catégories et de la terminologie des sciences humaines et sociales » (Della Faille, 2012). Elles forment un champ d'analyse nouveau produisant sa propre épistémologie « pratique » autour de la contestation des élites qui écrivent et légitiment les récits historiques dominants et eurocentristes aux dépens des groupes sociaux opprimés. Elles remettent en question la légitimité des connaissances en Occident et participent à la déconstruction du discours et du vocabulaire usuels. Ancrées

dans la pensée intersectionnelle, féministe et antiraciste, les études postcoloniales participent également à une lutte politique de libération contre la domination blanche, soit une tentative de « faire admettre que la longue histoire de la racialisation en Europe (à travers l'antisémitisme, l'invention de la « race noire », de la « race asiatique », ou de « l'Orient ») n'a pas été sans conséquence sur la conception de l'humain, de la sexualité, des droits naturels, de la beauté et de la laideur » (Vergès, 2019). Prenant leur fondement conceptuel dans le postmodernisme occidental, mais critiquant et déconstruisant l'Esprit occidental, les études postcoloniales semblent participer à une lutte interne à l'Occident. Produit des transformations de l'ordre libéral occidental, de l'appropriation et de l'adaptation des nouveaux codes et causes idéologiques poststructuralistes aux diasporas nombreuses qui vivent dans les villes occidentales, le courant postcolonial prône la déconstruction de l'héritage européen et revendique que les institutions occidentales s'accommodent aux « minorités » en effaçant leurs préjugés systémiques. Ainsi, les études postcoloniales s'intéressent plus à déconstruire l'Occident qu'à construire les zones non occidentales. Plus encore, il nous semble que le transfert des études postcoloniales dans les pays du Sud consiste en une forme nouvelle de modernisation métanarrative, telle qu'elle a été décrite plus haut. En effet, prenant de plus en plus d'ampleur dans les milieux d'influence occidentaux – académiques, institutionnels, d'affaires – les classifications, les catégories et le cadre d'analyse postcoloniaux se répercutent sur les pays en voie de développement de façon universaliste comme version renégociée de l'Esprit occidental et non comme évolution interne et enracinée dans la progression historique de ces pays. Il paraît donc que les études postcoloniales reproduisent l'inadéquation structurelle de la modernisation et d'une part de ses critiques. Par ailleurs, sur le plan pratique, il est de notre avis que l'insistance postcoloniale sur un rapport à l'Occident systématique porté sur la dette quant à l'oppression passée et les demandes de réparations ou d'accommodements consacre une posture victimaire et attentiste qui empêche les peuples d'accéder à la maturité indispensable à la prise en main effective de leur développement.

Notre description des fondements de la théorie originelle de la modernisation, de son déploiement métanarratif et de ses critiques nous permettra d'établir une définition alternative de la modernisation et du développement et de poser les bases conceptuelles de notre modèle de modernisation située.

B. Fondements de la modernisation située

1. Développement et sous-développement

Notre étude jusque-là doit nous permettre de ressortir une définition nouvelle et plus adaptée du développement et du sous-développement. Les définitions originelles de ces concepts se basaient sur un rapport aux pays développés occidentaux qui les posait comme modèles à suivre. Le développement consistait en « l'analyse des conditions permettant aux pays situés en marge de la civilisation industrielle de rattraper leur retard socio-économique » (de Senarclens, 1996). D'emblée, en plus de leur domination matérielle effective, s'affirmait une supériorité symbolique des pays développés sur les pays dits sous-développés ou en voie de développement. Cette supériorité symbolique consacrait le rôle d'expertise et de référence des autorités développées et leur accordait une supposée légitimité dans la planification du développement des pays sous-développés. À cela s'ajoute bien sûr l'influence des organisations internationales contrôlées par le « centre » et qui, sous couvert de prêts et de dettes, imposaient les critères de légitimation des politiques économiques des nations périphériques. « En dictant les termes des accords, le FMI étouffe de fait toute discussion au sein du gouvernement client – a fortiori tout débat dans le pays – sur d'autres solutions possibles » (Stiglitz, 2002). Une telle définition du développement emprisonne forcément les potentialités des pays sous-développés entre médiocrité locale et modernisation universaliste à l'occidentale.

Afin de pallier les insuffisances de cette interprétation, nous inverserons le rapport et définirons simplement le développement en fonction du sous-développement. De fait, nous reconnaissons l'existence d'une telle situation que le sous-développement. Si des courants de pensée tendent à l'amadouer, à rechercher des alternatives sémantiques, il nous semble plus que nécessaire d'accepter cette appellation et que les pays qui la

représentent se l'approprient. Des pays qui se caractérisent par leur pauvreté objective, l'insuffisance de leurs infrastructures, la corruption de leurs institutions et leurs manquements quant aux services basiques à la population, elle-même aux prises de grandes carences, sont pour le moins qu'on puisse dire sous-développés. Ignorer par excès de relativisme cet état de fait empêche d'enclencher les réformes et les reconstitutions nécessaires à l'accession d'un mieux-être. Cependant, notre définition refuse l'idée d'un retard vis-à-vis d'autres États. Être sous-développé, c'est donc exister, vivre, performer, produire et consommer en dessous de son potentiel véritable. Dans le parler populaire, on tend d'ailleurs souvent à déplorer l'état des choses dans les pays de la périphérie en dépit des ressources pourtant existantes, des compétences, des dispositions historiques et géographiques. Le sous-développement, c'est un retard par rapport à Soi. En conséquence, le développement est le processus par lequel toutes les parties prenantes d'un pays interagissent, consciemment ou inconsciemment, vers l'atteinte du Soi de ce pays, c'est-à-dire de son potentiel réel dans toutes les sphères de l'activité sociale. Il dépasse donc le seul critère économique. Cette définition est inévitablement ouverte. Le développement, incarnant la nécessité d'une grande transformation structurelle, il donne le jour à de nouvelles configurations totales et propres à chaque expérience. Cette dernière propriété suppose une conquête fondamentale : celle de la souveraineté. Notre définition n'exclut en aucun cas l'existence de certains faits universels. Mais ceux-ci portent en eux, de par leur universalité, une grande souplesse et apparaissent sous diverses formes. De même, tous les pays ne partagent pas un même Soi universel, mais tous en ont un qui leur est propre. Nous excluons enfin, à la suite d'Acemoglu et Robinson (2012), la prétention d'ingénierie du développement des organisations internationales, des associations humanitaires et de certains théoriciens du développement. Le développement est une évolution historique complexe qui dépend de diverses conditions locales et globales, institutionnelles, culturelles, sociologiques, voire psychologiques, et qui permettent ou non sa mise en branle. C'est dans cette optique que nous proposerons plus tard dans cette étude le processus de modernisation située et le mouvement dialectique qui le caractérise. Avant

cela, nous définirons dans les prochaines sous-parties les deux propriétés fondamentales du développement tel que nous l'avons défini : la souveraineté et le Soi.

2. La Souveraineté, critère fondamental du développement

Plus haut, nous avons établi que la théorie de la modernisation consistait en l'importation du modèle occidental et de son imposition légitimée par la réussite des pays développés. De même, lorsque nous avons étudié les critiques de cette théorie, nous avons relevé qu'elles mettaient un accent prononcé sur l'autonomie des nations dans le processus de développement. Cela nous indique qu'un rapport à la souveraineté est primordial dans l'élaboration du développement tel qu'on le conçoit, soit cette quête de Soi. Pour éviter le chemin du maldéveloppement, un pays doit retrouver son autodétermination. Celle-ci est communément comprise comme le droit d'un peuple ou d'un pays à disposer de lui-même. Cette disposition n'est pas indéfinie, ouverte à tous les possibles. Plutôt, elle énonce que les parties prenantes d'un pays ne sont plus soumises qu'à leurs seules déterminations. Atteindre cet état d'autodétermination implique la mise en vigueur de la souveraineté. Incluse dans l'espace juridique formel, « la souveraineté est une puissance de droit engendrant l'unité du corps politique » (Baranger, 2017), soit la consécration de l'État comme seul détenteur de la domination sur une communauté donnée. Elle « désigne le pouvoir d'un État de se gouverner lui-même ainsi que ses sujets. De ce point de vue, la souveraineté est la plus haute source du droit » (Mcwhinney, 2019). Elle se distingue notamment par « l'exclusivité, l'autonomie et la plénitude de compétence » (Éthier, 2010). L'exclusivité de la compétence rapporte que « seules les autorités qualifiées de l'État, à l'exclusion de toutes les autres, peuvent exercer des actes de contrainte dans le cadre de l'espace national ». L'autonomie de la compétence énonce que « les autorités qualifiées de l'État ont la liberté pleine et entière de décision ». Enfin, la plénitude de compétence signifie « qu'aucun domaine n'échappe au pouvoir de juridiction de l'État ». On peut également définir la souveraineté négativement comme « l'absence de subordination à l'égard d'un autre État ou d'une entité internationale ». Les forces de la mondialisation et l'hégémonie occidentale exprimée à travers l'universalisme varié des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et celle des grandes entreprises multinationales ont effrité ce concept

central. On pourra nous rétorquer que peu d'États ont été privés de leur « compétence » à proprement et que leur souveraineté demeure donc. Cela nous permet de différencier la souveraineté formelle – édictée par la constitution d'un État et le fonctionnement relatif de ses institutions – de la souveraineté effective – présente de facto sur le terrain et dans la relation aux entités externes. De fait, la perte de la souveraineté effective peut se faire à travers l'exercice de la souveraineté formelle, soit à travers des décisions influencées et sous pression d'agents externes. Pour toute règle qui s'applique à une société, Sapir (2016), reprenant l'œuvre de Carl Schmitt (2015), explique que la souveraineté se fonde sur une distinction majeure entre légalité, « conditions dans lesquelles cette règle est respectée » et légitimité, « conditions dans lesquelles elle a été édictée et par qui ». Seule une autorité légitime peut installer et assumer la légalité. Et la souveraineté est la condition essentielle qui permet de définir ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Or, étant donné que la souveraineté en droit, formelle n'est pas garante de la souveraineté effective, il nous faut étendre la souveraineté à des attributs plus informels qui forment ce que nous appelons l'essence de la souveraineté. L'essence de la souveraineté s'enracine dans la longue durée, elle est le résultat de l'Histoire, de la culture, des traditions, des usages d'une société qui la consolident et la font se reconnaître à elle-même au-delà des divergences inévitables qui la traversent. L'essence de la souveraineté n'est autre, finalement, que l'identité complexe et séculaire d'une nation. La souveraineté effective est alors l'addition de la souveraineté formelle, institutionnalisée et de l'essence de la souveraineté qui en fonde la légitimité. La souveraineté effective constitue le socle du développement tel que nous le concevons.

3. Le Soi, but idéal et spécifique du développement

Le Soi constitue l'objectif du développement, soit l'atteinte du potentiel véritable d'un pays. Le Soi est un idéal spécifique porté par chaque pays qui évolue avec ce dernier. L'accession au Soi est un Graal inatteignable en effet, puisque l'approche du Soi crée de nouvelles réalités qui le transforment et l'éloigne par saut qualitatif. Cette caractéristique du Soi suppose que lorsque nous reposons la souveraineté sur l'identité propre aux différents pays, nous entendons une identité qui ne peut être fixe et forcément progresse tout en se conservant. À la « voie de développement », nous substituons le sillon du Soi.

Comme la souveraineté, le Soi se compose de deux attributs : le Soi existentiel et le Soi matériel, deux formes de potentiel à atteindre. Le Soi existentiel consiste en un potentiel symbolique, identitaire qui comprend la culture au sens large, les relations sociales, la morale populaire et les consciences politiques. De manière générale, plus une nation s'éloigne de sa culture, plus sa culture est fixe et reléguée au second rang des priorités, plus elle stagne. Plus les relations sociales et la morale populaire sont éclatées, plus la société périlite. Plus les consciences politiques sont éteintes, plus les corruptions prospèrent. Le Soi matériel incarne quant à lui l'atteinte d'un idéal plus concret, conçu comme l'avancement des forces productives au-delà de l'économie. Les compétences, les infrastructures, les institutions atteignent plus de confort général pour l'ensemble de la population et une plus grande efficacité des sphères d'activités de la société – de l'éducation, du sport, des loisirs, du travail et du commerce, etc. Si ces critères semblent universels, il reste que leur effectivité se conçoit selon des configurations spécifiques à tout pays. C'est dans ce sens que nous concevons le rôle de la souveraineté dans la quête du Soi; elle installe les conditions nécessaires aux parties prenantes pour déterminer ces configurations spécifiques.

Par ailleurs, le Soi n'est pas de même nature pour tous les pays. Plusieurs propriétés déterminent l'étendue du Soi d'une nation :

- Ses caractéristiques propres : l'Histoire, la géographie, la culture – plus largement l'appartenance à une civilisation – la sociologie influent évidemment sur le Soi.
- Sa position relative : tous les pays n'ont pas la même influence, la même puissance, le même rôle global ou les mêmes aspirations. Cela détermine également la nature du Soi. La Chine, État-civilisation multimillénaire connaîtra inévitablement un potentiel d'une autre envergure que les Comores.

D'autres éléments peuvent entrer en ligne de compte, comme les conjonctures environnementales et les « moments critiques ». Notre propos ici n'est pas de faire une liste exhaustive, mais d'exposer les différences irréductibles des Sois.

Finalement, comme l'illustre la figure 1, le développement d'une nation est un processus complexe fondé sur l'installation et le maintien d'une souveraineté effective et qui tend

vers un Soi idéal fidèle à l'identité et aux conditions de ladite nation. La suite de notre étude s'intéressera au processus en lui-même et de ses évolutions vers le Soi. C'est ce que nous avons nommé la modernisation située.

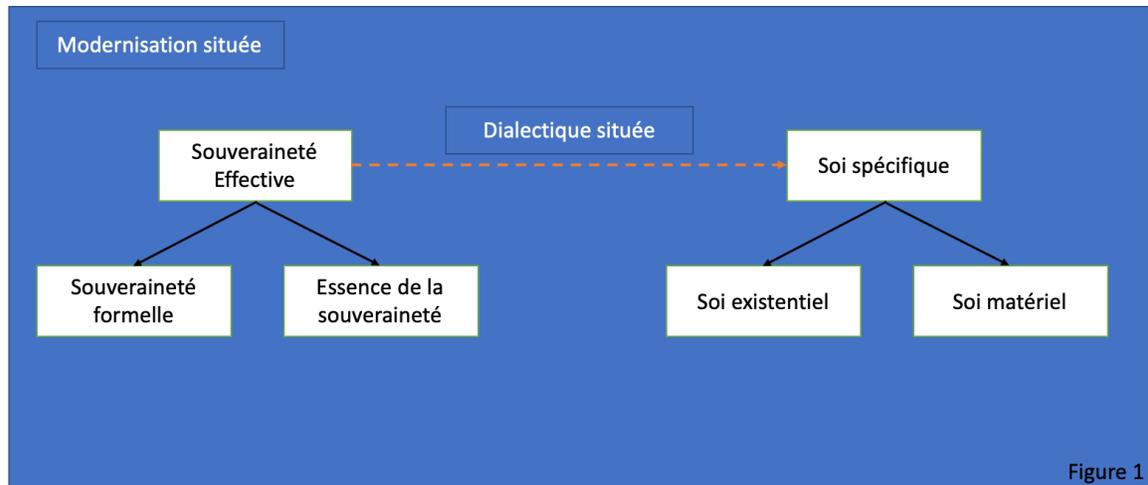


Figure 1

4. Définition, composantes et fonctionnement de la modernisation située

La modernisation située est le modèle de développement que nous proposons. Il est en opposition complète à la théorie de la modernisation, universaliste et occidentaliste. Bien qu'elle retienne certains apports essentiels de la critique de la modernisation, elle s'en distingue à travers son refus de l'universalisme et l'importance fondamentale qu'elle accorde à la dimension culturelle. La modernisation située est un processus indéfini. Il ne prétend pas qu'une succession d'étapes préétablies mènent au développement. De même, le caractère profondément différentiel du processus de modernisation implique une variété insaisissable d'expériences puisant dans les identités particulières des nations. Néanmoins, la modernisation située repose sur les institutions considérées comme les modélisatrices de la société. Par ailleurs, nous parlons de modernisation située, car, en premier lieu, elle est enracinée dans une culture, un temps long social, une géographie et qui déterminent les spécificités d'une expérience quasi unique. Bien que cet élément puisse sembler évident, il est ignoré dans la pratique et la volonté d'imposer des institutions libérales à l'occidentale aux pays en voie de développement. Ensuite, selon notre théorie, la modernisation est située dans le temps. C'est une évolution historique qui ne peut émerger de nulle part. Elle est déterminée d'une part par la

manière dont les conjonctures, les modalités internes, les craquements de l'environnement global et les liens de pouvoir interagissent d'une époque à l'autre. D'autre part, elle dépend des opportunités saisies une fois que ces dispositions le permettent. Ainsi les conditions objectives et les volontés subjectives s'engendrent mutuellement pour mettre une nation sur le sillon du Soi. Enfin, la modernisation est située, car elle exprime un jugement de valeur qui estime que le développement est le fruit des forces et parties prenantes enracinées d'une nation. C'est un travail de soi, pour Soi, par soi. Cela exprime deux nécessités. La première est le surgissement de compétences capables de gérer efficacement les diverses sphères d'activités, une élite directrice. La seconde est l'enracinement de cette élite.

La modernisation située se fonde sur les institutions situées, c'est-à-dire des institutions jouissant d'une souveraineté effective, enracinée dans l'identité propre à une nation, et d'une marge de manœuvre étendue pour façonner la société. Les institutions constituent les premiers acteurs de ce processus historique, car elles permettent la préservation dans la longue durée de certaines règles, normes et conditions qui dirigent et maintiennent la société.

La modernisation située est une évolution historique non linéaire, mais que l'on peut schématiser comme suit : en premier lieu, la souveraineté effective doit être mise en place ou récupérée lors d'un moment critique, ce qui permet l'établissement d'une institution directrice, la première des institutions situées qui servira de modèle aux autres et les dotera de légitimité. Ensuite, le complexe d'institutions situées né de ce moment forme le système de gouvernance de la nation et se met en branle selon un mouvement dialectique. La souveraineté effective doit demeurer tout au long du processus afin d'installer un environnement d'isolation expérimentale permettant à la dialectique située de s'exercer en sécurité. Toute brèche dans la souveraineté effective d'une nation pose un obstacle à la dialectique, et donc à la modernisation. Le mouvement dialectique mentionné part d'une position établie à l'intérieur du système qui se voit opposée avant que l'ensemble ne prime en dépassant l'opposition et en composant avec la synthèse

résultante. Ainsi, le système progresse en se conservant. C'est cette démarche dialectique qui permet une stabilité mobile. La figure 2 résume l'évolution que nous avons décrite.

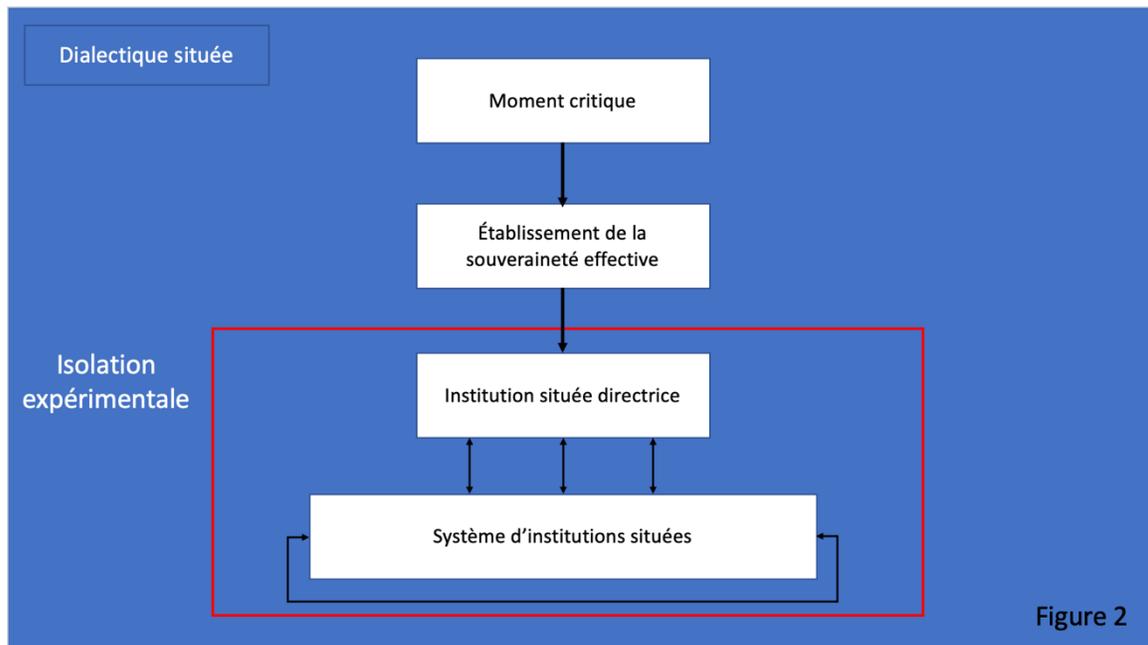


Figure 2

Au final, la modernisation située peut se définir comme un processus de développement fondé sur un système d'institutions situées effectivement souveraines et mises en branle par un mouvement dialectique permettant l'expérimentation vers un mieux-être général. Le cas de la Chine nous permettra d'illustrer le processus de modernisation située et de l'explorer dans une situation spécifique.

IV. La Chine : illustration de la modernisation située

À bien des égards, le développement de la Chine depuis l'établissement de la République populaire possède un caractère exceptionnel. Son PIB est passé de 50,7 milliards de dollars en 1960 à 14 343 milliards en 2019. L'espérance de vie de ses habitants est passée de 43,7 à 76,7 ans sur la même période (Banque Mondiale, 2020). Pendant près de 50 ans, la Chine a connu une croissance moyenne exceptionnelle de 8,19% par an (Perspective Monde, 2018). La population sous le seuil de pauvreté a considérablement diminué (Banque Mondiale, 2016). Les réserves de change ont été multipliées par 20 entre 2000 et 2014 (Huang, 2017). Hissée au rang de seconde puissance économique mondiale (AFP, 2011), la Chine a utilisé ses réserves pour financer d'importants projets visant à la repositionner sur la scène internationale, comme la Belt and Road Initiative (BRI), les nouvelles routes de la soie. Ses grandes entreprises concurrencent les firmes occidentales non seulement pour la part de marché, mais également dans la course aux innovations technologiques. Au-delà des faits statistiques, la République populaire de Chine (RPC) est unique dans le modèle qu'elle a installé pour soutenir son développement. Elle s'est en effet constituée en ignorant le consensus de Washington et la théorie institutionnelle d'Acemoglu et Robinson. Comme le rappelle Kimya (2018), en comparaison à l'Inde plus inclusive selon les critères d'Acemoglu et Robinson, la Chine a mieux performé et s'est notamment distinguée par son innovation technologique. À travers son évolution historique, il nous semble que le développement chinois constitue un cas pratique de ce que nous appelons la modernisation située. De fait, le système politique et économique de la RPC est ancré dans la longue durée et modelé selon les caractéristiques spécifiques de la société chinoise. Ses institutions sont effectivement souveraines et elles ont évolué selon un rythme particulier composé d'oppositions internes menant à des synthèses modernisatrices. Ainsi, nous consacrons cette partie à l'illustration chinoise de la modernisation située. Ne prétendant pas être expert en sinologie, notre travail consistera en une interprétation métahistorique de l'Histoire de la Chine et de son développement. De la naissance de la RPC suite à la guerre civile jusqu'aux défis actuels, nous tenterons d'expliquer « l'énigme chinoise » (Nolan, 1994) à la lumière

de la modernisation située et de son processus dialectique. Nous commencerons par une histoire récapitulative de la RPC à travers quatre étapes majeures – ces dernières ne sont pas des étapes du développement à proprement dit, mais un découpage rétrospectif – puis nous verrons comment chacune de ces étapes participe à la modernisation située de la Chine, de l'établissement de sa souveraineté effective aux grandes transformations de son système. Enfin, nous verrons que la Chine d'aujourd'hui fait face à de nombreux défis, la plupart accumulés pendant son ascension fulgurante, dont le poids risque de s'accroître dans les années à venir s'ils ne sont pas adressés. Cela nous permettra de définir la notion essentielle d'entropie qui lie entre elles les ascensions et les déclinés des nations. Ce court périple dans l'Histoire chinoise ajoutera ainsi quelques précisions à notre modèle de modernisation située.

A. [Courte histoire de la RPC en 4 étapes \(Carré, 2012; Cookson, 2019; Roux et Xiao-Planes, 2018; Wikipedia, 2020\)](#)

La Chine est une civilisation multimillénaire dont les empires ont fleuri à travers les âges. Bien que l'Histoire lointaine de la Chine ne soit pas sans incidence sur notre étude, nous nous intéresserons principalement à l'époque moderne qui débute au moment critique où la dernière dynastie impériale déchoit définitivement et qu'un nouveau champ des possibles s'ouvre à l'entrée du XX^{ème} siècle. La dynastie des Qing a en effet subi les humiliations des deux guerres de l'opium, puis celle de l'exploitation des huit armées impérialistes – Empire austro-hongrois, République française, Empire allemand, Empire japonais, États-Unis, Royaume d'Italie, Royaume-Uni, Empire de Russie. La proclamation de la République de Chine en 1912 concrétise la chute de l'Empire, mais n'unit pas le pays aux prises de conflits entre seigneurs de la guerre. Dans les années 1920, deux forces nationalistes et unificatrices finissent par sortir du lot : le Guomindang et le parti communiste chinois. Elles s'allient d'abord avant de s'opposer en 1927 dans une longue guerre civile. Suspendue par la guerre contre le Japon, durant laquelle les deux camps se rallient, elle prend fin en 1949 avec la victoire des communistes. La même année, Mao déclare la naissance de la République populaire de Chine. C'est la conclusion de la

première étape qui permet le resurgissement d'une Chine unie et souveraine. S'ouvre ensuite l'ère maoïste qui, trouble et inégale, installe néanmoins les fondements du nouveau système lors de la seconde étape qui s'étend jusqu'en 1976. Mao s'évertue à la reconstruction de la Chine selon son idéal socialiste, copié d'abord sur l'URSS de Staline, puis non aligné sans être moins radical. Après un premier plan quinquennal, le grand bond en avant sacrifie des millions de vies à l'industrialisation lourde qui ne satisfait pourtant pas ses objectifs. Mao se retire un moment de la scène politique. Pendant que des oppositions se font et se défont, le système se structure autour de l'institution directrice du parti-État communiste. Mao revient au centre des décisions en 1966 en lançant la révolution culturelle, durant laquelle les gardes rouges procèdent à un nettoyage des réactions capitalistes et de l'embourgeoisement des clercs du parti communiste chinois (PCC). La mort de Mao en 1976 met fin à la révolution culturelle et ouvre définitivement le pouvoir à Deng Xiaoping qui procède, dans une troisième étape, à des réformes d'envergure, tant sur le plan politique qu'économique. C'est la première véritable synthèse du système. La Chine ouvre graduellement son économie en utilisant strictement son système décentralisé et une logique expérimentale progressive. Le développement commence véritablement avec les quatre modernisations entreprises par Deng et la réforme des structures décisionnelles du PCC. Les réformes continuent jusqu'en 2002 et font apparaître d'importantes inégalités et déficiences que l'arrivée de Hu Jintao à la tête du pays tente d'aborder. Durant son règne, le premier président de la quatrième étape renoue avec les bases culturelles historiques de la Chine en parlant de « société harmonieuse » pour répondre aux inégalités sociales qui apparaissent suite à l'enrichissement des premières réformes. La Chine continue sa montée et l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012 assure l'avènement de la superpuissance chinoise et son affirmation sur son territoire et à l'international tout en questionnant quant à la stabilité future du système politique chinois. Au travers de ces étapes, la République populaire de Chine est restée soudée autour d'un système d'institutions dirigé par le PCC et ses transformations majeures se sont faites à l'interne selon un rythme particulier soumis aux besoins et aux remous propres au pays et à son élite. Ce mouvement dialectique lui a

permis d'avancer sans se dissoudre et de faire face aux obstacles en s'appuyant sur la force de régénération de son système. Pour autant, de grandes questions environnementales, sociales, politiques et géopolitiques attendent la Chine qui devra les surmonter de la même manière ou céder à son entropie dans les années à venir.

B. Étape 1 - 1912-1949 : « Le peuple chinois doit se lever » (Mao)

À l'entrée du 20ème siècle, l'Empire chinois n'est plus que l'ombre de son histoire multimillénaire. Devenue une institution située défectueuse, l'administration impériale n'est plus capable d'unifier le territoire et de maintenir son indépendance. Elle se retrouve soumise à une institution dé-située – c'est-à-dire déracinée – extractive qu'elle ne peut assimiler, implantée par les huit armées étrangères unies, et servant l'exploitation impérialiste des ressources chinoises. La société chinoise se retrouve alors dans un climat d'effritement politique et d'anomie. Ce dernier concept renvoie à l'état durkheimien « d'irréglementation » d'une société, soit une confusion et une contradiction des règles et l'absence, surtout, d'une « puissance morale » devant laquelle s'arrêteraient les passions humaines, car ils la « respectent ». En même temps qu'elle déprécie l'ordre général dans le pays, cette situation permet à des forces de changements enracinées d'éclorre et de représenter une alternative systémique aux deux formes institutionnelles anomiques, soit l'institution située défectueuse et l'institution dé-située inassimilable, la dynastie Qing déchu et les huit armées coloniales. En l'occurrence, deux alternatives chinoises naissent qui participent ensemble à l'éradication des menaces anomiques d'une part, et s'opposent dans la lutte pour la reconstruction du pays. La guerre civile qui oppose le Guomindang et le PCC constitue ce moment critique dans lequel la souveraineté effective commence à être reprise par des forces enracinées permettant progressivement l'établissement d'un nouveau système. Comment expliquer, si l'on considère l'enracinement comme une valeur essentielle, que le Guomindang nationaliste ait été défait par la force communiste fidèle à l'URSS ? En réalité, le PCC était l'alternative la plus enracinée, mais également la plus fonctionnelle. Elle est la plus enracinée, car dès le départ, Mao « sinise » les préceptes marxistes-léninistes et les

adapte à « la réalité chinoise » (Roux et Xiao-Planes, 2018). Sur le terrain, cela se concrétise par l'appui de l'énorme majorité de la population paysanne pour la révolution communiste chinoise. Le PCC est également plus fonctionnel, car plus discipliné, moins corrompu et ayant une compréhension bien plus presciente de la réalité chinoise. De son côté, le Guomintang est rongé par une « effroyable corruption » (Braudel, 2013) et s'allie à des forces réactionnaires appartenant d'une part à l'ancien féodalisme chinois des propriétaires terriens et de l'autre aux anciennes puissances occupantes avec la bourgeoisie « compradore ». Dans un moment critique indépendantiste, la guerre a en quelque sorte contribué à ressortir la force la plus à même de reconstruire la Chine. Au sortir de la guerre civile, toute la Chine à l'exception de Taïwan est réunifiée et prête à lever un nouveau système capable de la mettre en branle vers son développement.

Ainsi, la première étape consiste en un moment critique où l'état d'anomie et d'effritement de l'Empire ouvre un champ des possibles duquel ressort une force alternative enracinée, située, le PCC qui reprend la souveraineté effective. En septembre 1949, la souveraineté récupérée par une nouvelle « puissance morale » permet la proclamation de la République populaire de Chine autour d'une nouvelle institution directrice située, le PCC. À cette étape, le Soi chinois consiste en l'édification d'une société communiste portée par le maoïsme. Elle amènerait la « disparition de la propriété privée et du salariat, égalité entre les sexes, et les races, abolition de frontières, dépérissement des États et de leurs appareils » (Roux et Xiao-Planes, 2018). Avec l'enracinement progressif et les évolutions du système et de l'institution qui le dirige, le Soi évoluera également.

C. Étape 2 : 1949 – 1976 : « Il n'y a pas de routes droites dans le monde » (Mao)

La RPC naît et se structure autour de son institution directrice, le PCC. Au départ, elle est le produit de la figure de Mao, de l'organisation soviétique et des préoccupations ancrées dans l'Histoire lointaine chinoise. Concernant ce dernier élément, Xu (2011) rappelle qu'aucune réforme ne peut surgir d'un « néant institutionnel ». Pour lui, les institutions

héritées de l'Histoire ont un impact important sur l'économie, même après qu'elles aient été changées ou abandonnées. Ainsi, il voit dans le PCC un rétablissement d'une institution historique chinoise qu'il nomme « système autoritaire régionalement décentralisé » (RDA). Celui-ci s'appuie sur une forte centralisation de l'autorité politique et de la sélection des responsables, tandis que l'administration et l'économie sont régionalement décentralisées.

Le système RDA trouverait sa source dans l'organisation impériale chinoise et les réalités profondes du pays. C'est dans ce sens que des décentralisations d'envergure ont eu lieu durant la première période de la RPC, notamment à travers les deux grandes campagnes du grand bond en avant, puis de la révolution culturelle. Cela contribue à la nature située des institutions chinoises. En effet, ces dernières se fondent sur l'histoire millénaire de la Chine impériale dont l'organisation a garanti la stabilité du pays durant de nombreuses décennies. La RPC n'est donc pas une table rase visant à installer un modèle étranger, libéral ou soviétique, mais une mise à jour d'un système ancestral qui a fonctionné. C'est dans ce sens qu'on peut voir dans le PCC une nouvelle dynastie chinoise (Er-Rafia *et al.*, 2015). Cela nous amène à la seconde influence des premiers temps du PCC, l'organisation soviétique. Si au début, l'URSS apparaît comme un modèle à imiter, il est rapidement abandonné. Dès la mort de Staline en 1953, la RPC s'éloigne de ses anciens soutiens et se revendique « non alignée ». Elle installe alors sa souveraineté effective en même temps qu'elle décentralise ses institutions en accord avec son organisation historique. En effet, le grand bond en avant des années 1950 sera l'occasion d'une décentralisation de l'économie en même temps que d'une déviation de la planification centralisée à la soviétique, « remplacée par la compétition régionale » (Xu, 2011) , proprement chinoise. « Pendant le Grand Bond en avant, Mao a transféré la gestion de 88 % des entreprises chinoises des ministères du gouvernement central aux gouvernements locaux en 1958 » (Zhiming Chen, 2010). Par ailleurs, cette campagne, dont le bilan humain est désastreux, sera l'occasion d'une première opposition interne d'envergure puisqu'elle écartera Mao, symbole du pouvoir, du centre décisionnel. Déjà, s'appuyant sur l'institution directrice, des réformateurs tentent d'installer un pragmatisme à la chinoise, loin de l'idéologie. La

révolution culturelle signe le retour temporaire de Mao et du radicalisme idéologique qui le caractérise en opposition aux réformateurs. Les institutions se décentralisent encore plus, tandis que les luttes continuent sans faire périliter le système. L'ère maoïste, en même temps qu'elle a sacrifié de nombreuses vies, a consolidé la souveraineté effective de la Chine et posé les bases de son système. Elle a identifié ses institutions autour de l'identité et l'Histoire chinoises, et renforcé la capacité chinoise à maintenir et assurer sa souveraineté. La RPC a en effet développé l'arme nucléaire, a repoussé des menaces séparatistes soutenues par la CIA au Tibet, a imposé son influence régionale, notamment en Corée et a obtenu un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU. À l'intérieur du pays, le système de santé préventive s'est diffusé, l'alphabétisation augmente et la pauvreté diminue.

En 1976, Mao décède, sa figure rentre dans l'Histoire et cesse d'influer directement sur l'action du PCC. Le posé maoïste s'est vu opposé par le pragmatisme réformateur qui finira par vaincre en intégrant l'héritage maoïste à ses acquis. Ce dernier, « malgré les cuisants échecs de la politique suivie, a comporté une part non négligeable de succès sans lesquels on ne peut comprendre la rapidité et l'efficacité de la réforme qui suivit : en 1976 la Chine avait opéré sa révolution industrielle et la révolution verte y avait fait une tardive apparition » (Roux et Xiao-Planes, 2018). Une chose est sûre, la période ouvre un dialogue sino-chinois. Comme à l'époque des grands empires, le légisme pragmatique et machiavélien s'oppose au confucianisme traditionaliste avant qu'une synthèse ne soit atteinte qui réconcilie la Chine avec elle-même et la met sur le chemin de l'essor (Er-Rafia *et al.*, 2015). Après deux ans de luttes, une synthèse réformatrice apparaît ainsi au PCC avec l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir en 1978.

D. Étape 3 : 1978 – 2001 : « Peu importe que le chat soit noir ou blanc [...] » (Deng Xiaoping)

La mort de Mao constitue un défi majeur pour la RPC. Elle impose une consolidation institutionnelle du PCC et une réforme de ses fonctionnements qui dépasse la légitimation par le seul culte de la personnalité du leader. En même temps, la fin de l'époque maoïste

permet d'ouvrir le pays et ses institutions à d'autres potentialités, loin des dogmatismes et plus proche d'un pragmatisme enraciné. Durant la période entamée par Deng Xiaoping, le PCC atteint une maturité institutionnelle qui assure sa pérennité. En s'appuyant sur la souveraineté récupérée et sur le système RDA, le pouvoir chinois peut commencer à expérimenter les voies économiques de son développement. Le Soi chinois évolue alors avec cette période vers une compréhension plus ouverte de l'idéal à atteindre : la prospérité et la création de richesse. L'enracinement des institutions dans l'identité chinoise et la souveraineté effective mises en place lors des deux premières étapes permet de consacrer une période d'ouverture sécurisée. C'est ce que nous appelons dans notre modèle l'isolation expérimentale. À la fin de cette période, le PCC apparaîtra comme une institution directrice solide et pragmatique : plus qu'un parti, pas forcément communiste, mais invariablement chinois. C'est-à-dire située. Nous étudierons les grandes réformes qui auront mené à cela sur les plans politique et économique, puis nous analyserons les nouvelles menaces qui apparaissent après l'installation de l'économie socialiste de marché et la consolidation politique du PCC.

1. La grande réforme économique

« Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape la souris », proclamait Deng en 1961, lors des premières oppositions internes au système chinois. Ce n'est qu'à son arrivée au pouvoir en 1978 que Deng pourra véritablement mettre sa formule en pratique en lançant la période de « réforme et d'ouverture ». Le développement économique, l'enrichissement et la croissance deviennent les fondements de la politique chinoise et l'instrument premier de la légitimation du système centré autour du PCC. C'est le Soi chinois de cette période s'étendant jusqu'au début du 21^{ème} siècle. Sans rejeter l'héritage socialiste, la RPC se transforme avec l'affirmation de Deng que « le socialisme, ce n'est pas la pauvreté ». À cet effet, il propose d'entamer les quatre modernisations dans l'industrie, l'agriculture, la science et la technologie et la défense nationale.

Sur le plan économique, la RPC utilise le système autoritaire régionalement décentralisé (RDA) et l'isolation expérimentale pour lancer des projets novateurs dans quelques régions. Nous reposerons cette sous-partie principalement sur le travail de Xu (2011) qui

a théorisé le système RDA et son fonctionnement dans le développement économique chinois. Comme nous l'avons vu plus haut, le système RDA se caractérise par la centralisation nationale du politique et de la sélection du personnel ainsi que par la décentralisation régionale pour les affaires administratives et économiques. Il crée ainsi un climat de compétition régionale dont les règles du jeu, les critères de succès et les participants sont choisis par le pouvoir central du PCC. Les gouvernements infranationaux expérimentent ainsi des réformes à l'échelle locale et se concurrencent les uns les autres. Cet essai-erreur local permet de faire le tri des réformes à même de s'étendre à l'échelle nationale sans perturber pour autant le système dans son ensemble. Ce fonctionnement inspire plus de confiance en haut lieu, les retombées restant contrôlées, et donc plus d'ouverture aux réformes. En l'occurrence, chacune des réformes, depuis 1978, est d'abord testée dans une ou plusieurs régions avant d'être implantée dans tout le pays. Deux exemples de réformes révèlent l'efficacité de cette méthode pour le développement chinois. Deux chantiers majeurs qui, partant d'expérimentations régionales, ont fini par contribuer fortement à la modernisation située de la Chine. La première concerne la réforme agraire avec le système de responsabilité des ménages (SRM). L'initiative vient d'un groupe de paysans dans un petit village de la province d'Anhui (Kroeber, 2016). Avec l'aval du gouvernement infranational, ces derniers se sont mis d'accord pour exploiter les terres pour leur profit individuel sans pour autant remettre en question la propriété collective (OCDE, 2015). Plutôt que de réprimer l'initiative des paysans, les gouvernements infranationaux s'en sont emparés pour expérimenter diverses versions du SRM. D'extension en extension de l'expérimentation, le SRM, une solution non communiste, a fini par concerner l'ensemble du secteur agricole chinois. En 6 ans, de 1978 à 1984, le produit du secteur a augmenté de 61%. 78% de la hausse de productivité seraient directement reliés à la mise en place du SRM (Xu, 2011). Ainsi, là où l'orthodoxie libérale aurait appelé à la fin de la collectivisation, où le dogmatisme idéologique aurait conservé le statu quo inefficace, le système RDA a ouvert un espace de création limité par les conditions propres à la réalité de l'agriculture chinoise.

Une autre réforme, dans l'industrie, fait écho à ce succès agricole. Les zones économiques spéciales (ZES) constituent une des pierres angulaires de la réforme économique chinoise. Les ZES consistent en des espaces juridiques particuliers dans lesquels des firmes multinationales peuvent bénéficier de régimes spéciaux en termes de taxation, de douanes, de rapatriement des bénéfices pour s'installer et produire en Chine. Cela permettait à la RPC d'attirer les investissements directs à l'étranger (IDE) et de développer les industries portées vers l'exportation. Compte tenu de l'histoire chinoise, de l'exploitation et de l'humiliation subies durant la période des huit armées étrangères, l'opposition à l'égard des ZES était élevée. Seule une expérimentation régionale pouvait déverrouiller la situation à travers l'initiative des gouvernements infranationaux. En un quart de siècle, la RPC est devenue l'un des premiers pays bénéficiaires d'IDE dans le monde et celui avec le plus de réserves de change.

Le système RDA, comme institution, concorde ainsi avec le concept de modernisation située, puisqu'il permet d'une part d'atteindre des résultats fonctionnels en mettant à profit l'isolation expérimentale; de l'autre, il conserve la cohésion et la cohérence avec le système enraciné et les directives du pouvoir central. Il est également fonctionnel, car il permet une répartition des rôles efficace. Comme l'explique Xu (2011), bien que le gouvernement central établisse les stratégies générales de la RPC, il « ne sait pas tout ». Sans information sur les réalités locales, il est incapable d'implémenter une idée concrète qui satisfasse la demande locale. Au contraire, les gouvernements infranationaux, détenteurs directs d'un savoir local, peuvent trouver des solutions appropriées. Le rôle du gouvernement central est alors d'accorder la latitude et les moyens de réussir aux niveaux inférieurs.

Le slogan de Deng résume bien la philosophie située du système RDA : « Nous traversons la rivière en nous appuyant sur les pierres, à tâtons ». Il ne s'agit pas d'appliquer telles quelles des mesures préfabriquées ou de se recroqueviller sur un statu quo immobile, mais tout en reconnaissant son unicité, d'avancer vers une nouvelle réalité, supposée plus enviable. Le grand résultat économique de cette période de réforme d'ouverture consiste en l'entrée et la participation considérable de la Chine à l'économie mondiale, symbolisée

par son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Cela semble remettre en question l'aspect situé de la modernisation chinoise, puisque cette dernière a profité d'un flot sans pareil d'investissements étrangers et que de nombreuses multinationales y ont participé à travers leurs transferts de capitaux et de technologies. Toutefois, l'entrée pleine et entière de la Chine dans la mondialisation est plus complexe. Si la Chine constitue une énigme pour la pensée politique et économique conventionnelle, c'est parce qu'elle ne s'est pas livrée sans condition au consensus de Washington. Elle a bien sûr eu besoin des fonds internationaux pour se libérer de son état de sous-développement, mais comme pour le marxisme-léninisme, elle les a sinisés. La RPC ne s'est pas intégrée inconditionnellement à l'économie mondiale. Elle a plutôt assimilé l'économie mondiale à son système. En choisissant les conditions et le rythme de son ouverture, d'abord, puis en conservant l'autorité sur sa stratégie globale afin d'utiliser comme elle l'entend les bénéfices de son ouverture graduelle. Loin des politiques préconisées par le FMI, la Chine s'est fondée sur son héritage plurimillénaire et sa souveraineté effective pour devenir en 40 ans la deuxième puissance économique mondiale.

2. La consolidation politique de la RPC

Les institutions économiques situées et fonctionnelles mises en marche par la réforme et l'ouverture entamées par Deng se fondent sur des institutions politiques solides capables de mener à bien des réformes en conservant la souveraineté effective de la nation chinoise. De plus, la consolidation politique permet une stabilité des institutions qui, bien que façonnées par les hommes qui les commandent, les dépassent pour constituer la postérité de la société tout entière. La RPC centrée sur le PCC et son système RDA n'est pas née d'un néant institutionnel, mais a plutôt récupéré les fondements historiques de la Chine impériale en les mettant à jour. Si Mao Zedong a pu être considéré comme « l'empereur rouge » (Haski, 2018), le règne de Deng a fait en sorte de moderniser l'empire. En effet, Er-Rafia *et al.* (2015) considère que la décadence des dynasties impériales antérieures provenait d'une « inflexion due à l'absolutisme de l'Empereur et à

l'intrusion de la Cour dans la gestion de l'Empire. Cela entraîne un début du relâchement du contrôle hiérarchique entre le centre et la périphérie ». Comme nous avons déjà pu l'entrevoir dans la sous-partie précédente, la relation entre le centre et le local est essentielle et permet de conserver la cohésion et la cohérence du système. Après la mort du dernier empereur Mao, les réformes politiques entreprises lors du règne de Deng ont amené au pouvoir un empereur collectif, celui du Politburo du PCC. En quelque sorte, les mandarins ont supplanté l'empereur. Le PCC reste bien sûr sous la menace des anciennes décadences – notamment, la concentration actuelle du pouvoir par Xi Jinping questionne –, mais la structuration politique autour d'un noyau décisionnel collectif semble plus solide. Nous verrons dans cette sous-partie le système décisionnel politique et la reproduction de la classe dirigeante intégrée au PCC, élite de dirigeants mandarins.

a) L'organisation du PCC et la prise de décision

Deng Xiaoping ouvre une période de consolidation politique. Comme l'affirme Fairbank (2014), « les réformes politiques visaient à établir des normes et à institutionnaliser certaines procédures, c'est-à-dire à mettre en place un processus de gouvernement collectif qui prémunit le pays contre tout pouvoir incontrôlé ou de circonstance, contre toute dictature personnelle semblable à celle qui avait causé tant de dommage pendant les années Mao ». À l'intérieur du parti, la concentration du pouvoir est limitée notamment avec la fin des mandats à vie des grands leaders du régime. De fait, le Secrétaire général du parti et le Premier ministre voient leur règne limité à deux mandats de cinq ans. Le Congrès national du peuple, organe législatif de la RPC, s'est vu accorder plus de pouvoir et de responsabilités afin de contrôler les actions des dirigeants. Une réforme contre les abus de pouvoir permet d'intenter « une action en justice contre les fonctionnaires agissant arbitrairement ou avec avidité » (Fairbank, 2014). Toutefois, le pouvoir chinois ne considère pas ces réformes comme faisant partie d'une voie vers la démocratie libérale à l'Occidentale. Au contraire, pour Deng, « le système socialiste de pouvoir centralisé est beaucoup plus efficace que le système occidental parce qu'une fois un consensus obtenu et une décision prise, la politique adoptée peut être mise en œuvre immédiatement sans risque de boycottage, d'obstruction parlementaire ou

d'immobilisation, etc. » (Zhiming Chen, 2010). Xu (2011), dans sa description du système RDA chinois, confirme le caractère consensuel de la prise de décision au sein du pouvoir chinois. Ainsi, le régime personnel devait être remplacé par celui du parti, soit l'établissement d'un système gouverné par des règles, une répartition claire de l'autorité et des institutions menant à des décisions collectives (Shirk, 1993 dans ; Xu, 2011). Cette approche consensuelle est facilitée par les expérimentations régionales héritées de l'Histoire. Elles permettent en effet de mitiger les incertitudes et les risques politiques liés aux réformes et d'établir des compromis à partir de l'essai-erreur local.

Par ailleurs, et de même que l'on peut le visualiser dans la figure 3 (tirée d'Er-Rafia *et al.*, 2015), le PCC conserve la mainmise sur les pouvoirs judiciaire, militaire, médiatique, législatif et exécutif. Bien qu'ayant laissé une marge de manœuvre conséquente aux gouvernements infranationaux, le pouvoir central conserve le fin mot des réformes, des stratégies et de la sélection du personnel. En effet, le gouvernement central préserve la cohésion du régime en décidant des cheminements de carrière des dirigeants infranationaux. Non seulement les promotions dépendent du pouvoir central, mais également les critères de performance et les moyens accordés. La Constitution chinoise stipule d'ailleurs que les régions n'ont pas en soi de pouvoir, celui-ci étant délégué seulement par le gouvernement central. Par conséquent, le gouvernement central produit les incitatifs menant les officiels régionaux à agir selon ses directives et sa vision à long terme. Dans une logique de modernisation située, cela permet à la RPC de conserver l'intégrité de sa souveraineté effective tout en ouvrant la voie à des expérimentations et des réformes censées mener à son développement.

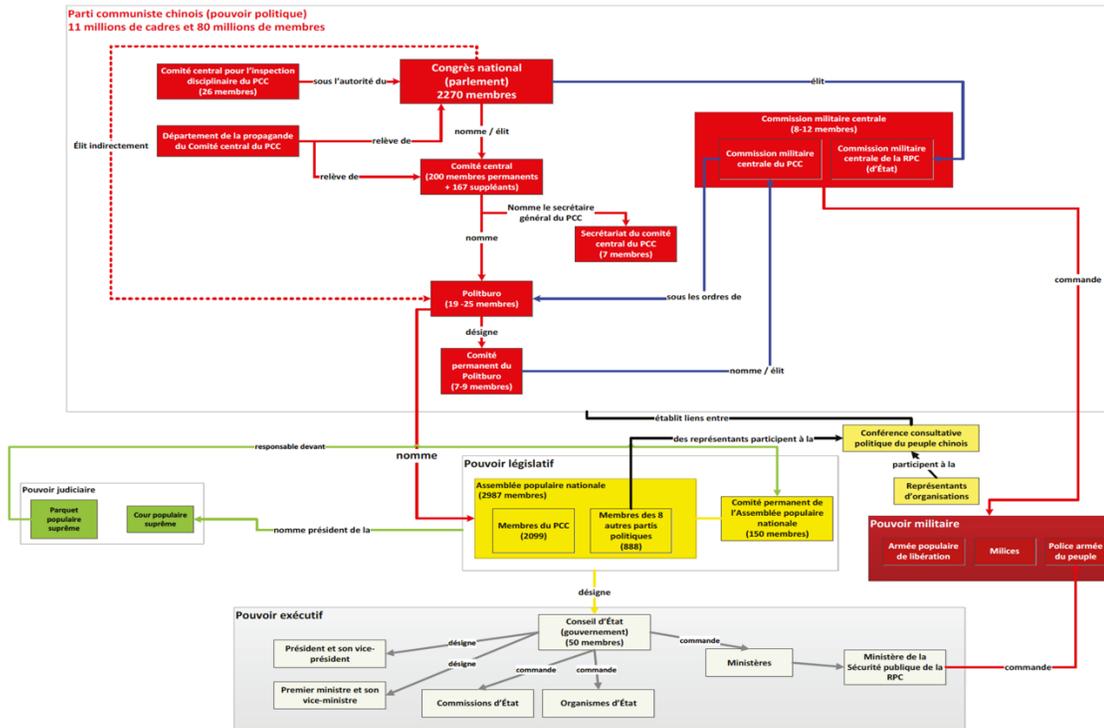


Figure 3, reprise d'Er-Rafia (2015)

b) Formation et sélection des élites du PCC

Un autre élément fondamental pour les institutions chinoises est la reproduction de l'élite et sa formation de sorte à préserver le caractère fonctionnel et situé du système. Pour Bell (2015), le modèle chinois constitue une « méritocratie politique ». Elle est définie comme un système permettant de sélectionner et promouvoir des dirigeants de « haute qualité », soit des personnes rassemblant au mieux des aptitudes intellectuelles, des compétences sociales et un sens vertueux de l'action publique. Afin d'atteindre ces objectifs, le régime chinois revient à ses traditions ancestrales et met en place un système d'examen du service public rappelant le système ayant sélectionné les mandarins pendant plus de 13 siècles. Ainsi, l'ère des réformes a également permis le retour d'une sélection rigoureuse des cadres du PCC. Avec plus de 90 millions de membres à travers le pays (Xinhua, 2019), ce dernier dépasse le seul statut de parti ou la seule idéologie communiste pour finalement constituer un véritable « rassemblement de l'élite intellectuelle du pays » comptant parmi ses membres « des acteurs de la vie économique, des intellectuels, des universitaires, des artistes » (Jolly, 2011) et même des chefs

d'entreprises privées. Comme relaté plus haut, la promotion et la sélection des cadres du parti se base sur leur performance à l'échelle locale et selon les critères dictés par le pouvoir central. Les plus performants, dans l'absolu et relativement à leurs concurrents régionaux, sont les plus à même à être promus. Cette promotion constitue souvent un nouveau défi puisque, par exemple, les gestionnaires de municipalités performantes se voient promus dans des provinces avec moins de succès, ce qui les pousse à « travailler fort » (Xu, 2011) et en même temps d'adapter leur expérience à de nouvelles échelles. Par ailleurs, les cadres du parti doivent passer par l'École du parti où ils reçoivent toutes les formations pertinentes à leur développement de carrière et à la bonne gestion de leur fonction. Bien sûr, comme le rappelle Tran (2007) suite à une observation participante, la professionnalisation des élites dirigeantes intègre également « la volonté de maintien de l'ordre existant avec la suprématie du Parti-État ». De fait, la formation des cadres permet la reproduction de l'élite et son expansion en fonction des besoins et des réalités du pays selon des critères situés et fonctionnels. En d'autres termes, le PCC doit s'adapter aux nouvelles exigences qui apparaissent, continuer à performer tout en restant ancré dans l'identité et le système chinois; il doit progresser en se conservant. L'École du parti devient alors un « instrument au service des réformes » à travers la formation de « jeunes cadres d'excellence » destinés à jouer des rôles déterminants dans le développement de la RPC. C'est une pratique qui concerne aussi l'École centrale du parti à Pékin où une « classe spéciale » est dédiée à l'éducation de la « future colonne vertébrale du gouvernement chinois » (Xia Chen et Yuan, 2011).

Il ne s'agit pas ici seulement d'endoctrinement, mais de véhicule de compétences nécessaires à la gestion efficace des institutions de l'État. Sur les « quatre plus » adoptés en 1982, un est idéologique, soit la volonté de former des cadres « plus révolutionnaires » et trois à caractère élitiste, soit « plus jeunes », « plus cultivés » et « plus spécialisés ». De même, « les professeurs chinois et étrangers les plus réputés y sont invités à donner des cours; l'école de Canton se vante d'avoir fait venir les plus grands économistes américains. Les présentations PowerPoint qu'affectionne tout technocrate qui se respecte foisonnent. L'accès à Internet est libre. Aucun livre étranger, même le plus critique, n'est

interdit » (Bulard, 2012). De plus, la formation tend à être continue et les cadres sont amenés à retourner sur les bancs de l'École du parti afin de « comprendre, anticiper et accompagner les profondes transformations que connaît la Chine depuis qu'elle a adopté les réformes et l'ouverture » (Tran, 2007).

La consolidation politique chinoise entamée par Deng et préservée lors de la période de réforme et d'ouverture a permis à l'institution directrice chinoise, le PCC, de reproduire l'élite gouvernante du pays tout en l'adaptant aux nouvelles réalités et exigences du pays. En même temps qu'elles sont fonctionnelles, ces procédures de formation et de sélection sont fortement situées puisqu'elles s'inspirent de l'Histoire impériale chinoise et des mandarins. De même, les processus de prise de décision à travers l'expérimentation régionale sont consensuels et assurent la cohésion du pouvoir à travers le contrôle des gouvernements infranationaux. Cela ne veut pas dire pour autant que la classe politique chinoise soit monolithique et passive. Au contraire, elle est traversée d'importants courants et les luttes intestines contribuent aux mécanismes de sélection en hautes sphères. « Rappelant les mœurs du temps de la Cité interdite, la succession au sein du PCC se prépare dans le plus grand secret, au moyen d'obscurs jeux de pouvoir, d'intrigues machiavéliques, d'actes d'allégeance et de coups bas » (Bulard, 2012). Il reste toutefois que les parties prenantes à ces intrigues sont intégrées à un tout, au système, sont formées pour le gérer et en respectent les règles.

Par ailleurs, en même temps qu'elle procède à des transformations majeures de son système, la Chine connaît une des crises majeures de sa modernité et de sa modernisation. La corruption règne, les inégalités augmentent, l'inflation aussi et la place Tiananmen s'enflamme suite à des manifestations étudiantes. Matée dans le sang, elle restera une cicatrice dans le système chinois, mais en démontre également la capacité à se protéger. Au final, la période entamée par Deng aura véritablement développé la Chine selon un processus de modernisation située. Suite à l'installation d'une souveraineté effective, l'isolation expérimentale permet de lancer des expériences régionales fidèles à l'Histoire et l'identité chinoises et la consolidation politique permet d'intégrer les structures du système chinois de sorte qu'elle puisse perdurer sans pour autant nier la

montée inexorable de problèmes de plus en plus contraignants. C'est sur ceux-là que s'ouvre l'ère de la « société harmonieuse » de Hu Jintao.

E. Étape 4 : 2002 à aujourd'hui : « Le monde a besoin de la Chine » (Xi)

Les réformes continuent tant bien que mal jusqu'à l'arrivée de Hu Jintao au pouvoir en 2002, consacrant une volonté d'aborder le problème des inégalités et de la corruption, tout en installant un cadre de pensée purement confucéen : la « société harmonieuse ». Ici, le Soi chinois déclaré s'ancre dans l'identité chinoise. Après le socialisme utopique et le développement économique, le Soi chinois devient une vision sociale holistique et enracinée. Tout en continuant le développement des capacités chinoises dans les domaines scientifiques, économiques et culturels, Hu souhaite diminuer les tensions sociales. Si le premier objectif est atteint – la Chine envoie un astronaute dans l'espace, devient la seconde puissance économique mondiale et reçoit, à travers l'écrivain Mo Yan, son premier prix Nobel de littérature – la partie sociale est plus complexe. Les oppositions internes augmentent, les jeux de pouvoir et la corruption sont exhibés sur la place publique. Si les institutions restent solides après les années de réforme et l'enrichissement conséquent, elles vacillent tout de même et risquent de perdre en légitimité. Il faut donc qu'une synthèse se dégage des oppositions internes prêtes à véritablement s'attaquer aux obstacles de la nouvelle superpuissance chinoise : c'est l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012. L'ère Xi semble tout aussi déterminante que l'ère Mao ou l'ère Deng. Consécration de l'essor précédent ou début de la décadence semblent être les enjeux qui la définiront. Pour leur faire face, le système chinois centré sur le PCC a permis un amendement de la constitution et a annulé la limitation des mandats pour le secrétaire général du parti. Xi pourrait donc être président à vie.

C'est ici qu'il convient d'intégrer la notion d'*entropie* à notre étude. Au départ un concept de thermodynamique, l'entropie signifie l'augmentation du désordre ou l'affaiblissement de l'ordre. Dans notre étude, l'ordre désigne le système qui façonne le développement. Aucun système n'étant infallible, il accumule graduellement, au fur et à mesure du développement, voire en compagnie de celui-ci, de l'entropie, c'est-à-dire du potentiel

de désordre ou d'affaiblissement de l'ordre qui, s'il n'est pas mitigé, peut mener à la chute du système. L'Histoire étant ce qu'elle est, la chute finit toujours par arriver, car l'entropie ne peut être annulée, seulement éloignée pour un temps. On retrouve également un concept d'entropie chez Levi-Strauss (Cité dans Terray, 2010) qui considérait que « "la civilisation, prise dans son ensemble, peut être décrite comme un mécanisme prodigieusement complexe", dont la fonction est "de fabriquer ce que les physiciens appellent entropie, c'est-à-dire de l'inertie" ». Ce dernier diffère de notre définition. Lors d'une modernisation située, l'entropie aussi est située. Les potentiels de désordre sont fonction des faiblesses du système, des éléments qu'il sacrifie au développement et qui finissent par le rattraper, des fissures qu'il laisse s'élargir ouvrant aux ingérences dans sa souveraineté. C'est ainsi que l'on peut lire la crise de Tiananmen, mais l'entropie peut également se faire silencieuse en attendant un état suffisant à sa manifestation systémique. L'entropie tend également à s'étendre avec l'extension de l'influence d'un système et de sa complexification subséquente. Il est par exemple possible de voir dans la chute de l'Empire romain un lien avec sa vaste expansion et de la difficulté de gestion qui s'en est suivie. Les décadences institutionnelles d'un système peuvent être considérées comme un renversement de balance dans lequel les institutions fonctionnelles deviennent défectueuses ou laissent place à de nouvelles institutions désituées ou défectueuses à cause d'une entropie montante et non jugulée ou devenue non jugulable.

Cette petite parenthèse nous permet de mieux appréhender le caractère déterminant de l'ère Xi Jinping pour la RPC. Avec le développement, l'entropie augmente en parallèle des choix du pouvoir et de ses caractéristiques. De grands problèmes apparaissent qui sous-tendent le développement ou l'enrichissement et parfois même l'accélèrent. C'est le cas de la corruption dont Huang (2017) explique qu'elle a « promu plutôt qu'empêché la croissance ». Il reste que la corruption est historiquement liée aux décadences des pouvoirs chinois (Fairbank, 2014). De même, la question environnementale a savamment été laissée de côté au profit de l'industrialisation massive durant la période des réformes. Le contrôle serré du PCC sur toutes les sphères de la société – en témoigne le système de

crédit social (Raphaël et Ling, 2019) – pourrait également poser problème, notamment dans les régions autonomes que le pouvoir souhaite intégrer totalement. Par ailleurs, la Chine entre avec l'ère Xi dans une phase nouvelle de sa puissance, prête à s'imposer à l'international et dans sa région – comme le révèlent le projet de la Belt and Road Initiative, les nouvelles routes de la Soie (DG Trésor, 2018), les accords de libre-échange APEC (AFP, 2020), ou le resserrement du contrôle autour de Hong Kong (Reuters, 2020). En d'autres mots, son système s'étend et se complexifie pendant que la RPC prend plus de responsabilités à travers le monde. Tous ces facteurs sont porteurs d'entropie, mais peuvent également mener à consolider la place de superpuissance de la Chine. C'est cette dichotomie que semble exprimer l'évolution récente des institutions chinoises. Alors que « Xi détient plus de pouvoir que n'importe quel autre dirigeant chinois avant lui, sauf peut-être Mao Zedong » (Garrick et Bennett, 2018), ce retour à un supposé « culte de la personnalité » (Haski, 2018) du leader questionne. Constitue-t-il véritablement un retour à l'absolutisme décrit par Er-Rafia, ou bien est-il un instrument savamment mis en branle afin d'accompagner le système chinois lors de cette phase majeure de son Histoire moderne ? De fait, dans le cadre de la modernisation située, cette nouvelle évolution peut être vue comme une synthèse dédiée au nettoyage interne du système chinois, c'est-à-dire de la corruption à l'intérieur du PCC, de prise en charge de projets majeurs et de changements de cap importants. Ainsi, en l'absence d'un cadre juridique indépendant, le nouveau statut de Xi lui permettrait de lancer une indispensable campagne anticorruption (Keyu Jin dans Cookson, 2019). De même, l'accession de la RPC au rang de puissance agissante à l'international et le lancement de projets faramineux pour servir cet objectif demanderait l'unité autour d'un homme fort. Enfin, le changement de cap afin de mitiger les conséquences environnementales de l'industrialisation pour accéder à une nouvelle phase de développement en accord avec la qualité de vie des citoyens, une « civilisation écologique » (Xinhua, 2020), impliquerait également une intervention à grande échelle des plus hautes sphères du pouvoir. Il n'est pas réellement possible de statuer sur les conséquences des évolutions récentes des institutions chinoises qui, pour le moment, semblent rester situées et fonctionnelles et conservent la souveraineté

effective de la RPC. Toutefois, l'entropie accumulée oblige à d'importantes restructurations en même temps que l'expansion chinoise se déploie sous nos yeux. Les prochaines années détermineront si la concentration supposée du pouvoir autour d'un individu mènera à l'absolutisme et à la déconfiture du processus de décision collective ou si au contraire, elle n'est qu'un instrument de passage des institutions chinoises afin d'atteindre une échelle plus importante de leur développement et celui du pays.

Si nous récapitulons les grandes étapes décrites plus haut (voir tableau 1), nous pouvons voir que la modernisation chinoise s'est faite à travers l'établissement d'un système d'institutions situées, ancrées dans l'Histoire et les réalités chinoises, et fonctionnelles, capables de gérer efficacement la société et d'atteindre des objectifs de mieux-être, ainsi qu'une meilleure position de la Chine sur l'échiquier mondial. À travers l'isolation expérimentale permise par la conservation de sa souveraineté effective, la RPC a pu, à travers son système RDA hérité des empires qui l'ont précédée, faire l'essai-erreur de ses réformes et atteindre des synthèses modernisatrices lui permettant d'imposer son modèle spécifique.

Étape	Modernisation située	Défis
Guerre civile chinoise et naissance de la RPC (1912-1949)	<ul style="list-style-type: none"> - Moment critique - Établissement d'une institution directrice située, le PCC - Reprise de la souveraineté effective 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté - Souveraineté incomplète
L'ère Mao (1949 – 1976)	<ul style="list-style-type: none"> - Installation d'institutions situées - Consolidation de la souveraineté effective (plus de recours à l'URSS) - Soi = socialisme utopique maoïste 	<ul style="list-style-type: none"> - Pouvoir personnel - Dogmatisme - Passage par de graves crises avec de forts bilans humains (Grand bond en avant et Révolution culturelle)
Réformes et consolidation (1978 - 2001)	<ul style="list-style-type: none"> - Première dialectique située - Réformes à partir d'isolation expérimentale <ul style="list-style-type: none"> - Mise à profit du système RDA - Consolidation politique et prise de décision collective et consensuelle <ul style="list-style-type: none"> - Reproduction de l'élite - Soi = enrichissement et développement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Corruption - Inégalités - Crise de Tiananmen et répression
La superpuissance chinoise (2002 – aujourd'hui)	<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse de l'ère Xi - Évolution vers plus de pouvoir personnel <ul style="list-style-type: none"> - Devient une superpuissance - Soi = rêve chinois 	<ul style="list-style-type: none"> - Entropie grandissante: questions de corruption, environnementale, de gouvernance politique - Nouvelles expansions (technologiques, économiques et géopolitiques)

Tableau 1

F. Le dynamisme confucéen, esprit du développement est-asiatique ?

Si la modernisation chinoise est impressionnante, elle n'est pas unique au sein de la civilisation est-asiatique. Il semble plutôt que la Chine ait été précédée par de plus petites nations comme Singapour, le Japon ou la Corée du Sud. Ces dernières ont également connu une modernisation importante et ont mis en place un système qui leur est propre. Er-Rafia *et al.* (2015) conclue même que la Chine est un « nouveau Japon du 21^{ème} siècle ». Mais alors que la RPC a assimilé le communisme à son système, les autres ont assimilé le libéralisme, plus en phase avec l'ordre mondial dirigé par l'Occident. De même, le développement chinois est d'une plus grande envergure puisqu'il concerne près d'un cinquième de l'humanité. Ceci étant dit, on ne peut s'empêcher de noter la fulgurante montée de la civilisation est-asiatique depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle. La raison d'une telle ascension pourrait se trouver dans le « dynamisme confucéen » introduit par Hofstede et Bond (1988). Ces derniers trouvent que le passage d'un groupement de valeurs confucéennes – stabilité personnelle, protection de la « face », respect de la tradition, réciprocité – à un autre groupement de valeurs également confucéennes –

persévérance, ordre des relations, épargne, sens de la honte – en Asie de l'Est est lié à la croissance économique de ces pays. Ainsi, le phénomène économique de développement n'est pas sans lien avec la culture inhérente d'une civilisation donnée. Il semblerait même que la modernisation soit le résultat d'une transformation endogène de la culture profonde d'une civilisation afin d'ouvrir les vannes aux forces du développement. Cela rejoint l'analyse de Weber (2003) quant à la nécessaire évolution du christianisme vers « l'éthique protestante » définie comme l'esprit du capitalisme. Cependant, alors que Weber considérait l'éthique protestante comme étant l'esprit universel du capitalisme, il semble qu'elle ne constitue en réalité que l'esprit occidental du développement. De même, le dynamisme confucéen constitue l'esprit est-asiatique du développement. Il apparaît donc que la modernisation située est le processus effectif par lequel est actée la transformation endogène d'une civilisation vers un groupement de valeurs toujours enracinées, mais favorables à son développement pour une époque donnée. Cet élément nouveau nous permet également d'analyser objectivement la tendance progressive à voir dans le modèle chinois du développement une voie à suivre pour les pays du Sud. Plus il devient important et imposant, plus le modèle chinois aura d'influence sur les pays dits en voie de développement. Toutefois, si ces derniers ne souhaitent pas reproduire les erreurs de la théorie de la modernisation à l'occidentale, ils devront voir dans l'expérience chinoise une source de leçons, une batterie d'instruments dont l'usage doit être impérativement assimilé à leur réalité spécifique. En d'autres termes, ils devront, à l'échelle civilisationnelle, atteindre leur esprit du développement et expérimenter ensuite « à tâtons ».

V. Discussion autour de la modernisation située

La modernisation située consiste en une modernisation fondée sur des institutions enracinées dans la culture et les réalités spécifiques d'une nation. Elle se pose en dépassement de la pensée conventionnelle sur le développement universaliste. La modernisation située est un déploiement dans l'Histoire partant d'un moment critique ouvrant le champ à de nouvelles possibilités d'organisation interne. La souveraineté est son premier instrument. Elle lui permet de se protéger des ingérences étrangères et d'installer une institution directrice située qui la guidera le long de son développement. De même, cette dernière n'étant jamais parfaite, elle doit pouvoir évoluer sans risquer la déstabilisation. La souveraineté effective permet cette isolation expérimentale. L'évolution consiste en une dialectique située : le premier posé institutionnel se voit opposé de l'intérieur. Si l'institution directrice est suffisamment solide, ces oppositions mènent à une synthèse modernisatrice qui, en intégrant le posé, le dépasse. Cela permet des sauts qualitatifs dans le développement et une continuité fondamentale à la gestion de la société. Toutefois, ces évolutions ne sont jamais sans conséquence. Le système produit de l'entropie, du potentiel de désordre, en même temps qu'il avance et fait avancer la société. Cette entropie augmente si le système lui laisse libre cours et si des systèmes étrangers – des puissances concurrentes – l'entretiennent à des fins de déstabilisation. Le modèle de développement de la République populaire de Chine est assez éloquent dans sa représentation de la modernisation située. Suite à une crise civilisationnelle majeure où une institution située défectueuse avait été soumise par une institution dé-située extractive, des forces enracinées se sont mobilisées. Une institution directrice est née, ancrée dans l'identité chinoise – donc située – et adaptée à l'époque et aux réalités du pays – donc fonctionnelle. Le mouvement dialectique du système institutionnel qui en a découlé a permis une modernisation rapide, rappelant l'Histoire glorieuse de l'Empire du Milieu. En même temps, d'importants défis apparaissent et menacent la structure dans son ensemble, magnifiés par la lutte hégémonique entre puissances. Dans cette partie de discussion, nous procéderons à quelques précisions quant au processus de modernisation située. Nous préciserons les configurations

institutionnelles et nous définirons les modalités des institutions – fonctionnelles, défectueuses, inclusives et extractives. Par ailleurs, étant donnée l'importance que nous accordons à l'enracinement des solutions de développement, il nous importe de redéfinir la notion de progrès humain selon un cadre de contribution de toutes les civilisations.

A. Précisions sur la modernisation située

1. Configurations institutionnelles de la modernisation située

Comme nous l'avons décrit plus haut, la modernisation située repose sur les institutions, c'est-à-dire sur un ensemble de contraintes imposées aux interactions humaines et qui crée de l'ordre (Douglass Cecil North, 2005). L'ensemble des institutions – composées de règles formelles, et de normes informelles, ainsi que des modalités de leur application – forment le système. Notre étude considère que le développement doit se fonder sur des institutions situées, c'est-à-dire des contraintes fondées sur l'identité propre d'une nation, enracinée dans le temps long et héritée de l'Histoire. Toutefois, cela n'est pas suffisant, un deuxième niveau est nécessaire : les institutions situées doivent être fonctionnelles. En d'autres termes, elles doivent être en mesure de gérer la société et de l'améliorer selon des critères fondés sur son identité et ses réalités spécifiques. Le terme « fonctionnelle » permet de nuancer l'essence d'une telle institution. Il implique qu'elle fonctionne, qu'elle est capable de produire des synthèses modernisatrices malgré des défaillances inévitables que nous avons rassemblées sous la notion d'entropie. Tant que l'entropie est jugulée, les institutions continuent à être fonctionnelles. Une fois l'entropie devenue trop pesante, un basculement progressif apparaît qui mène à l'installation d'institutions défectueuses. Comme on peut le voir dans le schéma simplifié de la figure 4, les institutions situées défectueuses sont un véhicule de crise systémique qui peut déboucher sur trois situations :

- La première est le rétablissement. C'est-à-dire que les institutions conservent assez de fondements et de pouvoir pour redevenir fonctionnelles et relancer un processus de modernisation située. Certaines oppositions internes pourraient ainsi être assez fortes pour provoquer une crise sans pour autant déstabiliser

entièrement le système. On peut, dans le cadre chinois, considérer éventuellement que la révolution culturelle par la neutralisation des cadres qu'elle a engendrée a pu mener un temps à une forme d'institutions défectueuses.

- La deuxième est l'anomie, telle que nous l'avons décrite plus haut, soit un état d'éclatement des règles et l'absence de puissance morale. L'anomie consiste en un pourrissement social, moral, politique et économique. Notre résumé du développement chinois commence par une situation de la sorte avec la dernière dynastie Qing et la fin de l'institution impériale.
- La troisième situation est le déracinement par l'ingérence d'institutions dé-situées. Ces dernières peuvent surgir lors de la crise ou profiter de l'état d'anomie. Le plus souvent, les institutions dé-situées sont extractives. Elles agissent pour le bénéfice de forces étrangères et exploitent les ressources et les structures d'une nation à cet effet, ce qui peut également mener à l'anomie. L'anomie de la dynastie Qing a également profité aux huit armées étrangères qui ont pillé et humilié la Chine avant qu'un sursaut n'apparaisse.

Par ailleurs, certaines institutions dé-situées sont inclusives, c'est-à-dire qu'elles comprennent une dimension universelle capable d'être utilisée dans le processus de modernisation située d'une nation. Pour cela, ces mêmes institutions doivent être assimilées aux institutions situées de ladite nation. Si elles ne le sont pas, elles participent à une autre forme d'ingérence qui peut également mener à l'anomie, car en décalage avec les réalités de la nation. C'est cette dernière situation que la théorie de la modernisation à l'occidentale promeut. Au contraire, la RPC a su assimiler l'outil communiste et s'en servir dans les premières étapes de sa modernisation située. Ainsi, seules les institutions situées fonctionnelles – pouvant dans certaines instances assimiler des institutions dé-situées inclusives – sont porteuses de modernisation véritable. C'est pour cela que la notion de souveraineté est si fondamentale dans notre modèle. C'est elle qui permet de conserver le caractère situé d'une institution et en même temps de lui offrir le champ expérimental pour s'élever, devenir et demeurer fonctionnelle.

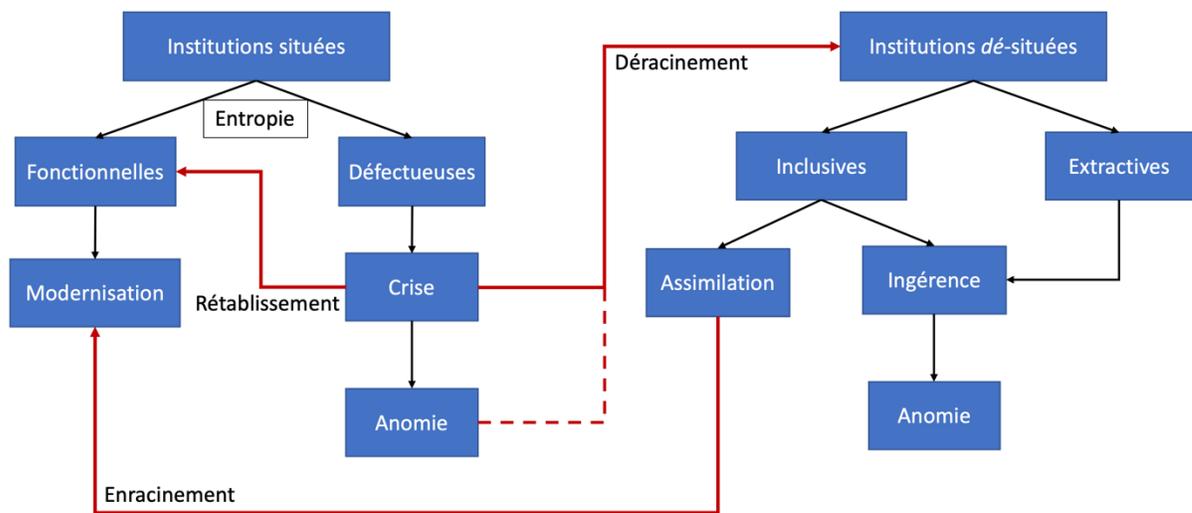


Figure 4

2. Le rôle des civilisations dans la modernisation située

Nous avons établi dans la partie précédente que la modernisation est également fonction d'un changement de l'esprit d'une nation vers un groupement de valeurs favorables au développement. Le dynamisme confucéen et l'éthique protestante ont ainsi constitué l'esprit du développement respectivement en Asie de l'Est et en Occident. Comme nous pouvons le remarquer, ces transformations dans les valeurs sont profondes et agissent sur les fondements culturels d'une nation. Par conséquent, ces transformations ne peuvent se faire qu'à l'échelle des civilisations, c'est-à-dire au plus large niveau d'intégration humaine. Comme l'explique Huntington (2007; 1996), ce sont les civilisations qui « ont fourni aux hommes leurs principaux critères d'identification à travers l'histoire ». Une civilisation est ainsi une « culture au sens large ». Au sens de Wallerstein (Cité dans Huntington, 2007 : 39), elle représente « une concaténation bien déterminée de visions du monde, de coutumes, de structures et de culture (au sens matériel aussi bien que plus élevé) formant une sorte de tout historique et coexistant (bien que pas toujours en même temps) avec d'autres variétés de ce phénomène ». Pour Braudel (2013; 1963), les civilisations sont des espaces où cohabitent des sociétés partageant des « mentalités collectives », au cœur desquelles se trouve la religion. A. Toynbee *et al.* (1978) définit les civilisations comme « un champ intelligible d'études

historiques; comme le terrain commun entre les champs d'action individuels et respectifs d'un certain nombre de peuples différents; enfin comme la représentante d'une espèce particulière de société », cette dernière étant comprise comme « le réseau complet des relations entre les êtres humains ». Pour résumer, nous pouvons dire que la civilisation désigne des sociétés voisines dont le destin historique les a mêlés dans un ensemble qui les contient toutes et produit leur esprit collectif. Par conséquent, tout changement à cet esprit met l'entièreté de la civilisation en mouvement et produit à l'intérieur de celle-ci des résultats analogues sans être égaux (les différences entre le monde anglo-saxon et le monde latin à l'intérieur de la civilisation occidentale, de même que celles entre la Chine et ses voisins le démontrent). Hofstede et Bond (1988) considèrent le phénomène culturel comme fondamental, car il affecte « non seulement nos pratiques quotidiennes », mais également « les théories que nous sommes capables de développer afin d'expliquer nos pratiques ». Nous pouvons considérer que la modernisation repose sur un changement d'esprit civilisationnel, comme l'ont connu l'Asie de l'Est avec le dynamisme confucéen et l'Occident avec l'éthique protestante. La modernisation est donc un phénomène culturel profond.

La dimension civilisationnelle influence également la notion de souveraineté. Si celle-ci est importante pour la modernisation située, son installation dépend toutefois de la puissance relative d'une nation à l'intérieur d'une civilisation donnée. En effet, Huntington (2007) propose une classification des États selon leur appartenance civilisationnelle. Il y distingue l'État phare – le plus puissant et le plus central d'un point de vue culturel – et les États membres – qui s'identifient « pleinement en termes culturels à une civilisation ». Par conséquent, la souveraineté effective d'un État moins puissant peut être assujettie ou médiée par l'État phare de la civilisation à laquelle il appartient. La Guerre froide semble être une exception à cet effet. La dimension civilisationnelle y a laissé place, pour la première fois dans l'Histoire, aux frontières idéologiques. Ceci a permis à des États appartenant à une même civilisation (la Chine et le Japon par exemple) de fonder au départ leur souveraineté sur des socles différents (communisme et

libéralisme). Mais comme nous avons pu le voir, leur modernisation s'est déployée à travers une assimilation civilisationnelle de ces idéologies.

Ainsi, les civilisations jouent un rôle majeur dans la modernisation. C'est en premier lieu à travers elles que le caractère situé se déploie en respect de leurs esprits collectifs.

3. Modèle économique de la modernisation située

Une autre dimension fondamentale à explorer se rapporte au modèle économique dans lequel peut éclore la modernisation située. L'ouverture aux expériences spécifiques de chaque nation, nourries par leur époque et leur esprit collectif, invite à la retenue quant à l'établissement d'une ligne économique à suivre, qu'elle soit libérale, communiste ou sociale-démocrate. Le modèle de la RPC décrit plus haut rappelle cela puisque pigeant dans l'étatisme et le marché, il a trouvé des outils qu'il manœuvre « à la chinoise ». Néanmoins, certaines balises peuvent être posées en s'inspirant de l'œuvre de Polanyi (2009 ; 1944). Plus précisément, le thème de l'encastrement de l'économie est d'intérêt pour nous. Une économie encadrée dépend d'autres institutions politiques et sociales qui limitent et déterminent son action. Sur le plan pratique, l'économie est en lien constant avec les autres institutions dont les règles et les lois la légitiment et l'autorisent. Sous cette perspective, toutes les économies sont encadrées (Le Velly, 2007). Un autre type d'encastrement semble donc s'appliquer selon des rapports de subordination. La question fondamentale est donc de savoir si l'économie est subordonnée aux institutions politiques et sociales ou si, inversement, ces dernières s'agencent selon les nécessités de la seule économie. C'est d'ailleurs cela qui fait dire à Polanyi que, sous l'économie de marché, la « société est gérée en tant qu'auxiliaire du marché » et que les relations sociales sont par conséquent « encadrées dans le système économique » (Polanyi, 2009; 1944) plutôt que l'inverse. Dans le cadre de la modernisation située, l'économie ne peut être l'institution directrice, car, dirigée par le seul appât du gain individuel, elle ne serait simplement pas en mesure de conserver le caractère situé des institutions. Ainsi, l'encastrement compris comme l'instrumentalisation de l'économie aux profits des objectifs supérieurs des institutions politiques et sociales est un critère fondamental

concernant les configurations économiques de la modernisation située. Cela ne signifie pas inévitablement le retrait du marché, mais son intégration aux nécessités spécifiques de la société, plutôt que l'inverse. Polanyi distingue d'ailleurs entre trois principes de comportements sociaux : réciprocité, redistribution et échange. La modernisation située consiste en la configuration des trois principes selon les besoins et l'identité d'une nation et non selon les lois propres au marché. L'échange, médié par le marché, participe donc à l'économie et peut selon les périodes prendre plus ou moins d'importance. C'est notamment cela que mentionne le « double mouvement » de Polanyi qui, prenant exemple sur le développement britannique, explique que le marché y a pris beaucoup d'importance avant de s'affaïsser selon les nécessités et les oppositions internes à la société. Cet entrelacement des choses rappelle d'ailleurs le processus de dialectique située puisque l'évolution britannique est endogène. Comme le rappelle Stewart (2018), la grande différence entre le cas britannique décrit par Polanyi et la situation des pays en voie de développement contemporains réside dans « l'influence du contexte global ». En d'autres termes, l'ingérence d'institutions dé-situées.

De même, cela signifie que la modernisation située ne peut avoir lieu si la société est effectivement contrôlée par les marchands. Dans la Richesse des nations, Smith (1883 : 514) rappelle qu'un marchand « n'est nécessairement citoyen d'aucun pays en particulier ; il lui est, en grande partie, indifférent en quel lieu il tient son commerce, et il ne faut que le plus léger dégoût pour qu'il se décide à emporter son capital d'un pays dans un autre, et, avec lui, toute l'industrie que ce capital mettait en activité ». Par conséquent, la classe des marchands ne peut être située que si elle est associée à un tout qu'elle ne détermine pas. Ainsi, il n'y a pas de modèle économique optimal qui ouvre à la modernisation. Plutôt, le critère d'encastrement surdétermine les configurations économiques naissant de la culture d'une nation et de ses besoins spécifiques.

4. Finalité sociale de la modernisation située

Nous savons que Marx voyait dans le prolétariat la force vitale de la révolution communiste. La question se pose également pour la modernisation située. En

l'occurrence, si une élite peut gérer la société, elle ne doit pas faire sécession de la population enracinée qu'elle est censée représenter, servir et mettre en mouvement vers la modernisation située. Autrement, elle ne tient plus son rôle et tend vers l'établissement d'institutions défectueuses. En effet, si l'élite a pour fonction de mener les institutions de sorte qu'elles s'adaptent et reconnaissent les spécificités de la nation, elle ne peut se divertir des réalités de la population enracinée. Dans le contexte occidental, la sécession des élites correspond, d'après Lasch (2020), à une trahison de la démocratie. En d'autres termes, la sécession des élites consiste en une trahison de l'institution directrice d'une nation. Par conséquent, le jalon social de la modernisation située se trouve dans la population enracinée qui fonde le cœur de ce qu'on appelle « le peuple ». Guilluy (2020), en référence à Orwell, nomme cette population « les gens ordinaires ». Il ne s'agit pas d'une classe précise, mais d'un groupement des classes productives et enracinées d'une nation – « classes populaires, les catégories moyennes ou modestes, les prolos, les travailleurs » auxquels on peut ajouter les paysans – et qui forment et transforment l'identité propre à une société sans pour autant participer directement à sa gestion. Ces gens ordinaires, suivant les écrits d'Orwell, partagent une « décence commune », un « code de conduite qui est compris par à peu près tout le monde, bien que jamais formulé » (J.C. Michéa, 2011b) et qui relève, d'après Michéa, de l'éthique et de l'anthropologie, c'est-à-dire de cet enracinement culturel qui détermine le caractère situé des institutions. Nous disons donc que les gens ordinaires forment le jalon social de la modernisation située. Si ceux-ci ne sont plus représentés par les institutions, s'ils les désertent, les contestent profondément ou les rejettent, alors on peut en déduire une crise institutionnelle. Selon Toynbee, c'est notamment lorsque l'élite – qu'il appelle la « minorité créative » – n'est plus suivie par la majorité qu'une civilisation entame sa décadence (Gale, 2016). Cela ne signifie pas pour autant que les institutions agissent toujours selon les intérêts des classes populaires, mais que d'ordre général, elles ne s'écartent pas de leurs réalités et acceptent un sens des limites à leur action en accord avec la « décence commune » de la population enracinée qu'elles représentent.

B. Le progrès humain redéfini

Comme nous l'avons rapporté plus haut, la théorie de la modernisation à l'occidentale découle d'une certaine idée du progrès humain. Celle-ci consiste en une marche en avant forcée dont l'instigateur est le monde occidental, destiné à être imité et rejoint par le reste de l'humanité. Francis Fukuyama (1989), s'inspirant librement de Hegel, caractérise la fin de l'histoire comme étant la victoire de « l'idée occidentale », du libéralisme économique et politique qui la définit. Ce serait là la « forme finale et rationnelle de société et d'État ». Or, la modernisation spécifique de la Chine, les surgissements populistes en Occident en opposition à cet ordre libéral, les questionnements environnementaux montrent que l'Histoire continue sa marche. Sa fin ne consiste pas en l'atteinte d'un objectif final indépassable, mais à la poursuite infinie d'un mieux-être qui, prenant appui sur des expériences temporelles, géographiques et sociales spécifiques, mène à des sursauts universels. Suivant la logique de modernisation située que nous avons déployée tout au long de cette étude, nous pouvons dire que le progrès humain, la véritable fin de l'Histoire, réside dans la dialectique ininterrompue des dialectiques situées. Cette Grande Dialectique fournit, tant qu'il reste des sociétés humaines, les solutions à nos obstacles existentiels. Au gré des expérimentations situées, des hégémonies passagères et successives, l'humanité progresse. Ainsi, le progrès humain se déploie non seulement dans l'Histoire, mais également dans la géographie et n'est pas le fait exclusif d'une civilisation. Au contraire, il est mû par les diversités culturelles profondes qui traversent les sociétés humaines et les amènent à innover, concevoir, construire, transformer selon des valeurs, des principes, des méthodes différents à même de renouveler indéfiniment les ressources universelles de l'humanité.

VI. Conclusion

La fin de la Seconde Guerre mondiale a ouvert le monde sur un nouveau concept, celui de développement. Les pays avancés appartenant à la civilisation occidentale se proposaient de guider le reste de l'humanité sur le chemin de la prospérité. L'hégémonie occidentale libérale s'est substituée aux empires coloniaux de la vieille Europe. Les institutions internationales et les entreprises multinationales ont remplacé les administrations coloniales. Les ONG ont remplacé les missionnaires. Les gouvernements locaux ont gagné une indépendance formelle et prenaient officiellement une place au concert des nations. Pour leur développement, la formule était simple. Elle consistait en un mimétisme institutionnel, culturel, économique et politique de l'Occident qui permettrait de mener aux mêmes fins par des moyens similaires. Cet énoncé rudimentaire résume des décennies de politiques de développement dont le succès limité ou les échecs cuisants rappellent les jeux de pouvoir sous-jacents. La théorie de la modernisation à l'occidentale que nous avons décrite dans cette étude n'est en réalité que le récit mythologique et bienveillant qui légitime, consciemment ou inconsciemment, la conservation de l'hégémonie occidentale. Les récentes productions développementalistes, dont l'une des plus fécondes est l'étude néo-institutionnaliste d'Acemoglu et Robinson (2012), ne s'en écartent pas. Le travail d'Acemoglu et Robinson est du plus grand intérêt, car il propose des fondements conceptuels. Ainsi, les institutions constituent les premiers acteurs du développement, car elles organisent la société et s'inscrivent dans la durée tandis que les hommes se succèdent. Par conséquent, les institutions doivent avoir les capacités nécessaires à générer le développement. Chez Acemoglu et Robinson, ces institutions sont dites inclusives, tandis que les autres sont extractives. Ensuite, les institutions inscrivent la société dans une continuité dont elle est difficilement délogeable, ce qui implique que les transformations d'institutions ne peuvent se faire qu'au gré de l'Histoire et de ses moments critiques. L'analyse d'Acemoglu et Robinson demeure cependant dans le giron de la théorie de la modernisation à l'occidentale. Elle ne conçoit pas d'autres inclusivités que celles du libéralisme économique et politique. Bien que considérant l'influence de l'Histoire, elle lui refuse les

particularités qu'elle produit et invite à une standardisation institutionnelle. Elle rejette le culturalisme, mais promeut un occidentalisme technocratique qui s'applique par les processus institutionnels et l'intégration du reste de l'humanité aux institutions conçues par et pour l'Occident. L'hégémonie occidentale qui caractérise notre modernité permet de conserver l'illusion que seule l'importation du modèle occidental peut fonctionner. Les récentes évolutions historiques, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Occident, ont craquelé l'illusion et nous ouvrent à de nouveaux concepts. Notre étude est en ce sens une tentative d'innovation conceptuelle. Elle se nourrit des fondements proposés par Acemoglu et Robinson, mais les épure de leurs surdéterminations libérales et occidentalistes. La modernisation située prétend être un dépassement de l'occidentalisme, mais également de l'orientalisme qui consiste à se poser en s'opposant à l'Occident, en se jugeant en fonction de lui. « Située » implique dans un premier temps de se resituer. Dans une histoire, dans une culture, dans une civilisation, dans une identité. Puisqu'il y a modernisation, il y a mouvement, et cette identité ne peut demeurer fixe autant qu'elle ne peut s'aliéner. La modernisation située est un processus historique spécifique qui repose sur l'installation d'institutions situées, c'est-à-dire enracinées dans une identité, qui produisent les conditions d'une dialectique située au cours de laquelle des synthèses modernisatrices apparaissent. La condition première est la souveraineté effective qui protège le système tout en lui permettant d'expérimenter, c'est-à-dire d'essayer, d'errer, de recommencer jusqu'à ce qu'une configuration fonctionnelle soit atteinte. La modernisation située est un produit inédit, car spécifique à une culture, à un temps, à un rythme, à un espace, à une civilisation. Aucune solution générique ne peut s'y installer si elle n'est d'abord assimilée, c'est-à-dire adaptée aux réalités et exigences d'une nation et passée au tamis de sa culture. Autrement, les institutions risquent de devenir défectueuses et d'inviter les ingérences d'institutions dé-situées, menant inéluctablement à l'anomie. Ainsi, pour mener à la modernisation, les institutions doivent être situées et fonctionnelles. Une institution fonctionnelle n'est pas sans failles, mais elle possède les ressources et les capacités pour créer les conditions nécessaires à l'expérimentation et à la reconnaissance et l'implantation des synthèses modernisatrices.

Les failles, qui ne sont parfois que la contrepartie des propriétés inhérentes à un système, génèrent de l'entropie. Cette dernière pèse sur les institutions et peut finir par les rendre défectueuses. Nous avons illustré notre théorie par l'expérience de modernisation chinoise. En installant le PCC comme institution directrice située, la République populaire de Chine s'est élevée en maintenant sa souveraineté effective vers un Soi qui se résume finalement à une quête d'harmonie à la chinoise. À partir de son système hérité de son Histoire impériale et mis à jour, la Chine a connu des oppositions internes et a produit des synthèses modernisatrices sur mesure sans se fier aux expertises et aux politiques normatives d'une quelconque idéologie. Elle s'est sortie d'une situation d'anomie en mettant en mouvement des forces de changement enracinées qui, tout en conservant son identité, l'ont fait progresser.

La modernisation située consiste ainsi en un travail sur soi, par soi et pour soi des différentes nations. Seul ce dernier permet d'atteindre les configurations favorables à l'amélioration dans la longue durée. Par ailleurs cela appelle, comme nous l'avons également remarqué, à une transformation de l'esprit collectif à l'échelle des civilisations. L'éthique protestante aurait servi, si l'on suit Weber (2003), à la transformation de l'esprit occidental. D'autres pourraient penser que celle-ci a eu lieu plus tôt, lors de la Renaissance et du renouement de la société occidentale avec son héritage hellénique. De même, le dynamisme confucéen introduit par Hofstede et Bond (1988) paraît témoigner d'une transformation de l'esprit de la civilisation est-asiatique. La modernisation est le résultat pratique déployé dans l'Histoire, dans les sociétés nationales et leurs économies, de ce changement d'esprit que permettent les remous civilisationnels. Il n'y a donc pas de fin de l'Histoire, car l'Histoire n'en finit pas de contenir des transformations. Les autres civilisations pourraient, dans un futur plus ou moins proche, connaître de similaires bouleversements internes de leur esprit collectif. Un esprit islamique du développement pourrait naître des agitations du monde en dépassant les doxas occidentales pour forger un nouvel ancrage culturel et social à l'intérieur de l'Islam et ouvrir les nations musulmanes à leurs propres modernisations situées. C'est dans ces transformations de l'esprit des civilisations, dans ce qu'elles apportent d'inédit, dans ce qu'elles résolvent et

dans ce qu'elles construisent que se niche le secret du progrès humain. Il s'agit d'une Grande dialectique mise en mouvement par les dialectiques situées que connaissent des sociétés humaines particulières à travers le temps et l'espace. Les temps actuels paraissent pleins d'incertitudes. Ils inquiètent sans doute, mais ouvrent aussi un champ des possibles qu'on n'aurait pas envisagé dans le siècle dernier. L'inertie de l'ordre occidental s'effrite et, puisqu'il s'est étendu par-delà les frontières de l'Occident, le monde entier est ébranlé. Le printemps arabe, l'ascension de la Chine, le retour géopolitique de la Russie, les luttes hégémoniques internes à l'Islam préparent des transformations majeures. De même, l'Occident se remet en cause. Les vagues populistes, les manifestations à grande échelle contre le système établi réfutent chez elle « l'idée occidentale ».

Par conséquent, une revalorisation des cultures spécifiques s'impose. Si la RPC continue son ascension, son influence donnera à nouveau l'illusion aux pays en voie de développement que la solution vient d'ailleurs. On remplacerait simplement le consensus de Washington par un consensus de Pékin, probablement tout aussi inefficace, car désitué. La modernisation située considère que toute entreprise de développement inscrite dans la longue durée prend racine dans les cultures et les réalités spécifiques à une société. Notre étude est le résultat d'un sentiment puissant en même temps qu'une réflexion persistante. Ce sentiment découle d'une inébranlable croyance dans la richesse de l'Esprit humain universel dont la manifestation réelle n'éclot jamais d'un néant, mais s'ancre inévitablement dans une singularité de territoire, de vécu, d'héritage, de langage, de principes, de coutumes. La modernisation située est une tentative de revaloriser cet ancrage. Sans lui, pas de création, pas d'ingéniosité ni de réponse aux défis de l'époque. C'est à ce sentiment que nous mêlons notre concept d'identité qui, le long de notre analyse, aurait pu paraître ambigu tant il est discrédité de nos jours par ses critiques et ses laudateurs. L'identité n'est autre que la fibre profonde liant entre elles des communautés humaines qui vivent dans un même espace, héritent d'une même histoire, communiquent par le même langage – parlé, signifié ou simplement sous-entendu – et qui, fortes de ces liens, affrontent ensemble les obstacles qu'elles rencontrent. Même

lorsqu'il s'agit d'obstacles planétaires qui menacent l'ensemble de l'humanité – comme c'est le cas de la crise écologique – les solutions locales prenant compte des identités particulières conservent plus de poids, de légitimité et de ressources pour réussir à les mitiger. Nous concluons donc avec les mots de Simone Weil (2015 : 85) qui justifient l'importance d'une modernisation située en rappelant que « l'enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine. Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d'avenir ». L'enracinement seul ne suffit pas, certes. Mais sans l'enracinement rien ne se crée, rien ne se transforme, tout se perd.

VII. Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Simon Johnson et James A. Robinson (2001). « The colonial origins of comparative development: An empirical investigation », *The American Economic Review*, vol. 91, no 5, p. 1369-1401.
- Acemoglu, Daron, Suresh Naidu, Pascual Restrepo et James A. Robinson (2019). « Democracy does cause growth », *Journal of Political Economy*, vol. 127, no 1, p. 47-100.
- Acemoglu, Daron et James A. Robinson (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*, 1st^e éd., New York, Crown Publishers.
- AFP (2011). « La chine est devenue la deuxième économie mondiale », *Le Monde*.
Récupéré de https://www.lemonde.fr/economie/article/2011/02/14/la-chine-est-devenue-la-deuxieme-economie-mondiale_1479580_3234.html
- AFP (2020). « Sommet de l'apec: Xi jinning vante "l'ouverture" de la chine en matière de commerce », *AFP Infos Mondiales*.
- Alacevich, Michele (2018). « The birth of development economics », *History of Political Economy*, vol. 50, no S1, p. 114-132.
- Amin, Samir (2001). « Imperialism and globalization », *Monthly Review*, vol. 53, no 2, p. 6.
- Amin, Samir (2018). « Letter of intent for an inaugural meeting of the international of workers and peoples », *IDEAs network, July*, vol. 3.
- Amin, Samir et John Bellamy Foster (2014). *Capitalism in the age of globalization : The management of contemporary society*, London, UNITED KINGDOM, Zed Books.
- Bagchi, Amiya Kumar (2020). « Samir amin: A short intellectual portrait », *Agrarian South: Journal of Political Economy*, vol. 9, no 1, p. 50-62.
- Banque Mondiale (2016). *Poverty headcount ratio at \$3.20 a day (2011 ppp) (% of population) - china*. 2020 de
<https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.LMIC?locations=CN>
- Banque Mondiale (2020). *Données sur la chine 2020* de
<https://data.worldbank.org/country/CN>
- Baranger, Denis (2017). « Chapitre ii - la souveraineté et l'état », dans *Le droit constitutionnel*, Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, p. 34-51.
- Bardhan, Pranab (2016). « State and development: The need for a reappraisal of the current literature », *Journal of Economic Literature*, vol. 54, no 3, p. 862-892.
- Bell, Daniel A. (2015). *The china model political meritocracy and the limits of democracy*, Princeton University Press.
- Braudel, F. (2013). *Grammaire des civilisations*, Flammarion.
- Bulard, Martine (2012). « Le monde secret du parti communiste », *Le Monde diplomatique*, p. 13 16 17.
- Carré, Jean-Michel (réal.) (2012). *Chine, le nouvel empire - de l'humiliation à la domination*, Belgique France.

- Chang, H.J. (2002). *Kicking away the ladder: Development strategy in historical perspective*, Anthem Press.
- Chen, Xia et Fang Yuan (2011). « Inside the central party school », *China Daily*. Récupéré de http://www.china.org.cn/china/CPC_90_anniversary/2011-05/05/content_22502331.htm
- Chen, Zhiming (2010). « La voie chinoise de développement », *Études internationales*, vol. 41, no 4, p. 455-483.
- Chernomas, Robert et Ian Hudson (2019). « Omission and commission in the development economics of daron acemoglu and esther duflo », *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, vol. 40, no 4, p. 447-463.
- Constantine, Collin (2017). « Economic structures, institutions and economic performance », *Journal of Economic Structures*, vol. 6, no 1.
- Cookson, Richard (réal.) (2019). *China, a new world order*, UK, BBC (prod.).
- Cosma, Sorinel (2010). « Immanuel wallerstein's world system theory », *Annals of the University of Oradea: Economic Science*, vol. 1, no 2, p. 220-224.
- de Senarclens, P (1996). « Contre la théorie générale du développement: Petite polémique à vocation consensuelle », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, vol. 5, p. 133-138.
- Della Faille, Dimitri (2012). « Les études postcoloniales et le "sous-développement" ».
- Demeritt, Allison et Karla Hoff (2018). « The making of behavioral development economics », *History of Political Economy*, vol. 50, no S1, p. 303-322.
- DG Trésor (2018). *Trésor-éco n° 229 - les nouvelles routes de la soie*. Récupéré de <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/10/11/tresor-eco-n-229-les-nouvelles-routes-de-la-soie>
- Dzionic-Kozłowska, Joanna et Rafał Matera (2015). « New institutional economics' perspective on wealth and poverty of nations. Concise review and general remarks on acemoglu and robinson's concept », *Annals of the Alexandru Ioan Cuza University - Economics*, vol. 62, no s1, p. 11-18.
- Dzionic-Kozłowska, Joanna et Rafał Matera (2016). « Institutions without culture. A critique of acemoglu and robinson's theory of economic development », *Lodz Economics Working Papers*.
- Er-Rafia, Fatima-Zohra, H. E. C. Montréal, Allain directeur de recherche Joly Allain directeur de recherche Joly et Management Spécialisation - Thèse : Thèse. Management Spécialisation - Thèse : Thèse (2015). *La chine : Le nouveau japon du xxiè siècle?*, Montréal, HEC Montréal.
- Éthier, Diane (2010). *Introduction aux relations internationales*, 4e éd.° éd., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, coll. Paramètres.
- Fairbank, J. (2014). *Histoire de la chine, des origines à nos jours*, Tallandier.
- Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion.
- Fukuyama, Francis (1989). « The end of history? », *The National Interest*, no 16, p. 3-18.
- Gale, C.L. (2016). *A study guide for arnold toynbee's "a study of history"*, Gale, Cengage Learning.

- Garrick, John et Yan Chang Bennett (2018). « «la pensée de xi jinpings» ». Réalisation du rêve chinois de nouveau national », *Perspectives chinoises*, no 2018/1-2, p. 105-112.
- Gilman, Nils (2018). « Modernization theory never dies », *History of political economy*, vol. 50, p. 133-151.
- Guilluy, C. (2020). *Le temps des gens ordinaires*, Flammarion.
- Haski, P. (2018). *Géopolitique de la chine: 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*, Eyrolles.
- Hofstede, G. et M. Bond (1988). « The confucius connection: From cultural roots to economic growth », *Organizational Dynamics*, vol. 16, p. 5-21.
- Huang, Y. (2017). *Cracking the china conundrum: Why conventional economic wisdom is wrong*, Oxford University Press.
- Huntington, S.P. (2007). *Le choc des civilisations*, O. Jacob.
- Jolly, Dominique R. (2011). *Ces entreprises qui font la chine*, Paris, Organisation.
- Récupéré de
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=594259>
<https://www.safaribooksonline.com/library/view/title/9782212023367/?ar?orpq&email=^u>
- Kimya, Firat (2018). « Institutions and economic growth: Cases of china and india », *METU Studies in Development*, vol. 45, no 2, p. 177-208.
- Kissinger, H. (2016). *L'ordre du monde*, Fayard.
- Klein, Naomi (2008). *La stratégie du choc: La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Leméac.
- Klinger, Janeen (2017). « A sympathetic appraisal of cold war modernization theory », *The International History Review*, vol. 39, no 4, p. 691-712.
- Kroeber, A.R. (2016). *China's economy: What everyone needs to know*, Oxford University Press.
- Lasch, C. (2020). *La révolte des élites*, Flammarion.
- Le Velly, Ronan (2007). « Le problème du désencastrement », *Revue du MAUSS*, vol. 29, no 1, p. 241-256.
- Love, Joseph L. (2018). « Cepal, economic development, and inequality », *History of Political Economy*, vol. 50, no S1, p. 152-171.
- Mazrui, Ali A. (2001). « Pretender to universalism: Western culture in a globalizing age », *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol. 21, no 1, p. 11-24.
- Mazzucato, M. (2013). *The entrepreneurial state: Debunking public vs. Private sector myths*, Anthem Press.
- Michéa, J.C. (2011a). *Le complexe d'orphée: La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats.
- Michéa, J.C. (2011b). *Orwell, anarchiste tory: Suivi de a propos de 1984*, Climats.
- Michéa, Jean-Claude (2008). « De quoi le libéralisme est-il le nom ? », *Revue du MAUSS*, vol. 31, no 1, p. 510-524.
- Monaville, Pedro (2019). « The political life of the dead lumumba: Cold war histories and the congolese student left », *Africa*, vol. 89, no S1, p. S15-S39.

- Namkoong, Young (1999). « Dependency theory: Concepts, classifications, and criticisms », *International Area Review*, vol. 2, no 1, p. 121-150.
- Nolan, Peter (1994). « The china puzzle: 'Touching stones to cross the river' », *Challenge*, vol. 37, no 1, p. 25.
- North, Douglass C. (1991). « Institutions », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, no 1, p. 97-112.
- North, Douglass C. (1994). « Economic performance through time », *The American Economic Review*, vol. 84, no 3, p. 359-368.
- North, Douglass Cecil (2005). *Understanding the process of economic change*, Princeton, N.J, Princeton University Press.
- OCDE (2015). « Chapitre 2. Réformer l'agriculture et aider les zones rurales à rattraper leur retard », *Études économiques de l'OCDE*, vol. 10, no 10, p. 111-149.
- Perspective Monde, USherbrooke (2018). *Croissance annuelle du PIB, Chine*. 2020 de <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/NY.GDP.MKTP.KD.ZG.html>
- Polanyi, K. (2009). *La grande transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard.
- Prebisch, Raúl (1981). « Third world lecture 1981: Capitalism: The second crisis », *Third World Quarterly*, vol. 3, no 3, p. 433-440.
- Raphaël, René et Xi Ling (2019). « Bons et mauvais chinois », *Le Monde diplomatique*, p. 4,5.
- Rashid, Salim (2018). « From anxiety to nonchalance », *History of Political Economy*, vol. 50, no S1, p. 286-302.
- Reuters, Thomson (2020). « Hong kong leader says restoring 'political system from chaos' is priority ». Récupéré le 2020-11-25 de <https://nouveau.eureka.cc/Link/hec1/news%20b720201125%20b7SRA%20b7017>
- Roux, Alain et Xiaohong Xiao-Planes (2018). *Histoire de la république populaire de Chine. De Mao Zedong à Xi Jinping*, Paris, Armand Colin, 352 p.
- Sapir, J. (2016). *Souveraineté, démocratie, laïcité*, Michalon Editeur.
- Schmitt, C. (2015). *Légalité et légitimité: Présentation et notes par Augustin Simard*, Presses de l'Université de Montréal.
- Shirk, S.L. (1993). *The political logic of economic reform in China*, University of California Press.
- Smith, A. (1883). *Richesse des nations*, Guillaumin.
- Stewart, Frances (2018). « Changing approaches to development since 1950 », *History of Political Economy*, vol. 50, no S1, p. 17-38.
- Stiglitz, Joseph E. (2002). *La grande désillusion*, [Paris], Libr. Arthème Fayard.
- Stiglitz, Joseph E. (2012). *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les Liens qui libèrent.
- Storm, Servaas (2013). « Why the west grew rich and the rest did not, or how the present shapes our views of the past », *Development and Change*, vol. 44, no 5, p. 1181-1206.
- Terray, Emmanuel (2010). « La vision du monde de Claude Lévi-Strauss », *L'Homme*, no 193, p. 23-44.

- Toye, John (2018). « The counterrevolution in development economics », *History of political economy.*, vol. 50, p. 269-285.
- Toynbee, A., J. Caplan, R. Aron, J. Potin et P. Buisseret (1978). *L'histoire*, Elsevier Séquoia.
- Toynbee, A.J. et D.C. Somervell (1987). *A study of history*, Oxford University Press.
- Tran, Émilie (2007). « École du parti et formation des élites dirigeantes en chine », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 122, no 1, p. 123-144.
- Truman, Harry S. (1950). « The fourth point in president truman's inaugural address, january 20, 1949 », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 268, p. 183-183.
- Vergès, F. (2019). *Un féminisme décolonial*, La fabrique éditions.
- Vries, Peer (2013). « Does wealth entirely depend on inclusive institutions and pluralist politics? A review of daron acemoglu and james a. Robinson, why nations fail », *Ensayos de Economía*, vol. 23, no 43, p. 181.
- Wallerstein, Immanuel (2010). « A world-system perspective on the social sciences », *The British Journal of Sociology*, vol. 61, no s1, p. 167-176.
- Wallerstein, Immanuel (2011). *The modern world-system i : Capitalist agriculture and the origins of the european world-economy in the sixteenth century, with a new prologue*, Berkeley, University of California Press. Récupéré de <https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=714452>
<http://hdl.handle.net/2027/heb.31242>
- Wallerstein, Immanuel (2017). *Comprendre le monde: Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, La Découverte.
- Weber, Max (2003). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme ; suivi d'autres essais*, [Éd. augm.].^e éd., [Paris], Gallimard, coll. Tel ; 330.
- Weil, S. (2015). *L'enracinement: Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, CreateSpace Independent Publishing Platform.
- Wikipedia (2020). *Histoire de la république populaire de chine*. 2020 de [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Histoire de la r%C3%A9publique populaire de Chine&oldid=176493210](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Histoire_de_la_r%C3%A9publique_populaire_de_Chine&oldid=176493210)
- Wucherpennig, Julian et Franziska Deutsch (2009). « Modernization and democracy: Theories and evidence revisited », *Living Reviews in Democracy*, vol. 1.
- Xinhua, News Agency (2019). « Xi focus: Self-reform: Most distinctive character of world's largest ruling party », *Xinhua - News Agency*.
- Xinhua, News Agency (2020). « Xi stresses building ecological civilization in yangtze river delta integration », *Xinhua - News Agency*.
- Xu, Chenggang (2011). « The fundamental institutions of china's reforms and development », *Journal of Economic Literature*, vol. 49, no 4, p. 1076-1151.